

الجامعة التونسية لشركات التأمين

Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

Le Marché Tunisien des Assurances en

2 0 1 4

Tunisian Insurance

Market in

2 0 1 4



L' ASSURANCE TUNISIENNE en 2014

SOMMAIRE

Introduction

I-	L'environnement économique	6
II-	Le marché tunisien des assurances	6
III-	Les données clés du secteur	8
IV-	Le cadre institutionnel	9

Première Partie

I-	LES ASSURANCES DIRECTES	
A.	Les primes	28
B.	Les sinistres réglés	28
C.	Les frais de gestion	28
D.	Les résultats techniques	29
II-	LA RÉASSURANCE	
A.	Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances	30
1.	les acceptations	30
2.	les cessions	32
3.	les rétrocessions	35
B.	Les opérations de réassurance effectuées par TUNIS-RE	36
III-	L'ACTIVITÉ GLOBALE (Assurances directes et acceptations)	
1.	Les primes	38
2.	Les sinistres réglés et les provisions techniques	41
3.	Les frais de gestion	43
4.	Les résultats techniques	44
IV-	LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS ET LES REVENUS FINANCIERS	
A.	Les fonds propres	46
B.	Les placements et les revenus financiers	46
C.	Les résultats aux bilans	47

Deuxième Partie

A.	Assurances Non Vie & Assurances Vie	50
B.	Etude par branche	53
I-	L' Assurance automobile	53
II-	L' Assurance groupe maladie	58
III-	L' Assurance transport	62
IV-	L' Assurance incendie	66
V-	L' Assurance des risques divers	70
VI-	L' Assurance crédit	74
VII.	L'Assurance des risques agricoles	77
VIII-	L' Assurance vie	81

ANNEXES

1.	Les primes émises par branche et par entreprise	88
2.	Les sinistres réglés par branche et par entreprise	89
3.	Le compte d'exploitation par branche (vie, non vie)	90
4.	Le compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations)	91
5.	Tunisian insurance market in 2013	93
6.	La liste des entreprises d'assurances	108



Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices 2012–2013 et 2014 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances. Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues.



INTRODUCTION

I. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

II. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

III. LES DONNEES CLES DU SECTEUR

IV. LE CADRE INSTITUTIONNEL

INTRODUCTION

I. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

L'économie nationale a enregistré en 2014, une croissance de 2,3%, poursuivant ainsi une évolution positive. La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance depuis 2010. En effet la consommation globale s'est accrue en 2014 de 4,3% en termes réels.

Le taux d'épargne nationale s'est situé à 13,5% du RNDB en 2014 alors que le taux d'investissement a atteint 19,2% du PIB.

Le taux de chômage a enregistré au cours de l'année 2014 une légère baisse de 0,3%.

Sur un autre plan, l'année 2014 s'est terminée sur une détente de la situation politique suite à l'achèvement avec succès du processus électoral qui annonce une situation nouvelle qui n'est pas sans impact sur la conjoncture économique nationale et envoie par conséquent, un message rassurant pour les opérateurs économiques et les investissements locaux et étrangers.

II. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

En 2014, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 1 556,069 MD en 2014 contre 1 412,670 MD en 2013, soit une augmentation de 10,15 %.
- Les sinistres réglés ont enregistré une légère baisse de 1,08 % passant de 849,188 MD en 2013 à 840,005 MD en 2014.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 358,814 MD en 2014 contre 303,498 MD en 2013, soit une augmentation de 18,23 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 9,81 % en 2014 passant de 3 032,143 MD en 2013 à 3 329,538 MD en 2014.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 3 710,579 MD en 2014 contre 3 328,296 MD en 2013, soit un taux de croissance de 11,49 %.
- Le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2014, il dégage un excédent de 94,355 MD contre un excédent de 87,818 MD en 2013.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2014 un bénéfice de 106,815 MD contre un bénéfice de 82,495 MD en 2013.

L'année 2014 a été aussi marquée par la réalisation des travaux et des actions suivantes:

- La collaboration avec le Comité Général des Assurances pour la mise en place d'une centrale des risques de la branche automobile (gestion en première étape du système Bonus Malus)
- La participation aux travaux de la commission mise en place pour définir le contenu et la conception de l'attestation d'assurance qui sera collée sur le pare brise des véhicules.
- La mise en place en collaboration avec le Comité Général des Assurances et de l'Agence Technique des Transports Terrestres de la procédure de la gestion d'épaves.
- Collecte des données relatives aux sinistres automobile fictives et des dossiers sinistres douteux et la mise à la communication de cette liste aux services concernés des entreprises d'assurances.



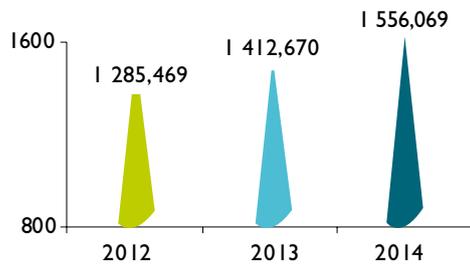
- La poursuite de la prise en charge du processus de répartition des contrats des deux roues entre les entreprises d'assurances selon leur part dans le chiffre d'affaires de la branche automobile.
- Examen de l'impact de la révision des avantages fiscaux et sociaux accordés à la branche Vie.
- La gestion des contrats d'assurance incendie dans le cadre de l'accord inter compagnie.
- La participation aux travaux de la commission chargée de la mise en place des normes comptables «Takaful et Retakaful»
- La collaboration avec le Comité Général des Assurances et les syndicats et associations des experts pour la révision des cahiers des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance.
- Examen du cadre réglementaire de la micro-assurance et de la liste des contrats d'assurances qui pourraient en vertu d'une convention conclue avec les organismes agréés être présentés au public.

III. LES DONNÉES CLES DU SECTEUR

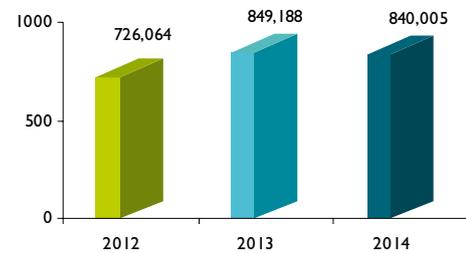
- Assurances directes (A.D) acceptations et cessions
- Les opérations de Tunis Ré sont exclues.

En MD

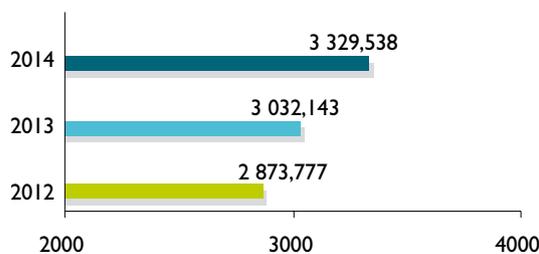
Primes Emises



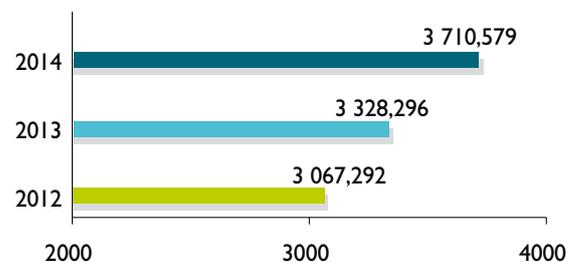
Sinistres Réglés



Provisions Techniques



Placements



En DT

	2013	2014	Ev. 14/13 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	1 397 596 887	1 540 015 324	10,19
Acceptations	15 073 268	16 053 629	6,50
Primes Emises. (Affaires Directes + Acceptations)	1 412 670 155	1 556 068 953	10,15
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	838 908 182	831 378 801	-0,90
Sinistres Réglés (Acceptations)	10 279 756	8 625 712	-16,09
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	849 187 947	840 004 513	-1,08
Frais de Gestion (Affaires Directes)	300 176 107	356 952 628	18,91
Frais de Gestion (Acceptations)	3 321 401	1 861 125	-43,97
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	303 497 508	358 813 753	18,23
Provisions Techniques	3 032 143 022	3 329 538 463	9,81
Cessions et Rétrocessions	326 519 322	346 898 483	6,24
Placements	3 328 295 671	3 710 579 388	11,49
Solde Financier	107 521 755	133 110 527	23,80
Solde de réassurance (résultats des cessions)	- 104 360 613	- 133 021 921	27,46
Résultat Technique net	87 817 695	94 354 508	7,44
Résultat aux Bilans	82 495 065	106 815 383	29,48

IV. CADRE INSTITUTIONNEL

1. Code des Assurances

Promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- La Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014.

2. Le contrat d'assurance

A- Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles 1 à 47)

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n°2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993, fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances.

B- Le contrat d'assurance maritime

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3. Les assurances obligatoires

A- L'assurance automobile

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatif à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime

d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (les articles 110 à 176 du code des assurances).

- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance.
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances pour les utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans d'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de l'existence du contrat d'assurance.
- Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu.
- Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1er juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.
- Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.
- Arrêté du ministre des finances du 04 août 2006, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.
- Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.



- Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.
- Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention qui fixe les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.
- Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant de l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 30 juin 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 21 juillet 2009, portant nomination d'un membre permanent au bureau central de tarification représentant les entreprises d'assurances ayant la forme de sociétés anonymes qui pratiquent la branche assurance automobile.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel et des médecins légistes.
- Arrêté du ministre des finances du 30 août 2010, portant nomination d'un membre permanent au bureau central de tarification représentant la FTUSA.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 06 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre des finances du 13 avril 2012, portant nomination d'un membre permanent représentant l'organisation de défense du consommateur au bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et membre de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.

- Arrêté du ministre de la justice du 04 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2013, portant nomination d'un représentant du ministère de l'intérieur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 03 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice du 16 janvier 2014, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mars 2014, portant nomination des membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentants le secteur des assurances).
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 septembre 2014, portant nomination d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentant l'organisation de défense du consommateur).

B- L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de la caisse nationale d'assurance maladie.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées .
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.
- Décret n°2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.
- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n°2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n°2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.

- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 et l'avenant n°2 à la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010 .
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°2, n°3 et n°4 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°5 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant n°1 à la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n°6 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation du membre des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.



- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaire à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé public.
- Arrêté du ministre des affaires sociales du 30 juin 2014, portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclu entre la CNAM et le syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie.

D- L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n°2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011, tel que modifié par le décret n° 2011-3165 du 24 octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 05 décembre 2011, portant désignation des membres de la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014, portant désignation d'un membre à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires (représentant la FTUSA).

E. L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation édictée par les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F. L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.
- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément.

G. L'assurance de responsabilité professionnelle

- **Campements de tourisme** : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- **L'hébergement touristique à temps partagé** : décret n°2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).
- **L'agent immobilier** : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier ;
- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- **Commerçants des ascenseurs** : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- **Agence de voyage** : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- **Etablissements sanitaires privés** : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, portant organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- **Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives** : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27).
- **Transitaires** : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue par l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- **Les entreprises qui produisent ou transportent ou gèrent les déchets** : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- **Les établissements privés de protection des personnes âgées** : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- **Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires** : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et l'arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels.
- **Centre d'hémodialyse** : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif en vue de l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- **Les sociétés professionnelles d'avocats** : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats (article 29).



- **Activités dans les ports maritimes et commerciaux** : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes (article 120) (Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux a été abrogée par la loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009).
- **Commerce électronique** : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- **fournisseur de services de certification électronique** : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité de fournisseur de services de certification électronique.
- **Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques** : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les conditions de ces structures (article Premier, cahier de charge).
- **Les établissements touristiques d'animation musicale** : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- **La représentation des sociétés étrangères de classification de navires** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification de navires.
- **Ravitailleur de navires** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- **Courtier d'affrètement** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- **Courtier d'affrètement** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- **La profession de pilote** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de pilote.
- **Expert maritime** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- **Consignataire de navires** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de navires.
- **Consignataire de la cargaison** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de la cargaison.
- **L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer.
- **La gestion des navires de commerce** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- **Les professions maritimes** : loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue par l'article 15 de la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

- Décret n°2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. Les autres assurances

A- L'assurance Vie

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre des finances du 5 janvier 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance –vie.

B- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et la création de la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n°2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.
- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur.

C - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).
- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989 le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.
- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.

D – Assurance TAKAFUL (titre 7 du code des assurances)

- Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014, amendant et complétant le code des assurances : insertion au code des assurances un 7^{ème} titre s'intitulant « l'assurance Takaful » et comportant les articles 201 à 217.

5. Les professions d'assurances

A- Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : articles 48 à 66)

- Les articles 48, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002- 37 du 1^{er} avril 2002.
- Les articles 48, 50, 51, 54, 58, 60,61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008- 8 du 13 février 2008.
- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1^{er} avril 2002.
- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65, ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.
- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009, du 06 juin 2011 et du 03 mars 2012.
- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurance et de réassurance, tels que prévus par l'article 60 (nouveau) du code des assurances.

B- Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69,73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1^{er} avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.

- Les articles 69, 70, 76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.
- Les articles 70, 71, 75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n°2009-39 du 5 janvier 2009.
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Décret n° 2002-544 du 5 mars 2002, fixant les conditions d'inscription et de radiation des experts et des commissaires d'avaries, prévues à l'article 80 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charge fixant les conditions d'exercice des missions d'actuariat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charge fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.
- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.

C- contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 82, 83, 88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- l'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86, 87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.

6. Les autres organismes d'assurances

A- Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B- Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.



- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n°2011-789 du 24 juin 2011 (a ajouté à l'article 2 relatif à la 2^{ème} paragraphe cotisation des assurés) et par le décret n°2011-4651 du 06 décembre 2011 .
- Arrêté du ministre des finances du 13 août 2003 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue par l'article 3 du décret n°2002- 418 du 14 février 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014 désignant des membres à la commission de garantie des assurés.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 07 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions des dits statuts.
- Arrêté des ministres des finances et des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.

7. L'organisation de la profession

A- Le comité général des assurances : autorité de tutelle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances portant insertion d'un sixième titre intitulé « le comité général des assurances » et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n° 2012-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances prévus par l'article 196 du code des assurances.
- Décret n° 2008-2047 du 2 juin 2008, fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances,prévues par l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n° 2012-629 du 13 juin 2012 .
- Décret n° 2008-2553 du 7 juillet 2008, fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leur s montants et les modalités de leur perception.
- Décret n° 2008-2730 du 4 août 2008, portant nomination de membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n° 2009-39 du 5 janvier 2009,modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.
- Décret n° 2011-668 du 23 mai 2011, fixant le règlement général des fonctionnaires du comité général des assurances.

- Décret n° 2012-411 du 17 mai 2012, portant approbation de l'organigramme du comité général des assurances.

B- L'association professionnelle des entreprises d'assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 92 du code des assurances a été modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

C- Le conseil national des assurances et la commission consultative des assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 à 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. Le régime fiscal des opérations d'assurances

- Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.
- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances) ajoutés par les articles 34, 35 et 36 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.
- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.
- Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.
- Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.
- Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.
- Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :
 - Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.
 - Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurance vie collective de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.
- Décret n° 2003-1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.



- Article 43 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurance aux intermédiaires en assurance.
- Article 44 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération des rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'assurance vie de l'impôt sur le revenu.
- Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004 relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.
- Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.
- Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenue à la source au titre des marchés.
- Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur les revenus (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux à ce titre).
- Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéa du paragraphe I et des 1^{ère} et 2^{ème} alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I ter de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).
- Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.
- Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles 39 quinquies et
- 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.
- Articles 41 et 42 de la loi n° 2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi des finances pour l'année 2011 : ont modifié les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus value provenant de la cession des titres et déduction des rémunérations du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).
- Articles 42 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012 portant loi des finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et d'élargissement de leur champ d'application.

- Article 24 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi des finances pour l'année 2014 : Encouragement de l'épargne à long terme en matière d'assurance vie : exclusion des impôts les primes de réassurance rétrocédées et les primes d'assurance payées aux réassureurs sous réserve de réciprocité.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance –vie.

9. Autres textes

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, modifié et complété par le décret n° 2003- 2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Loi n°2003-75 du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchissement d'argent, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n°2009-65 du 12 août 2009.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Arrête du ministre des finances du 10 septembre 2004 portant fixation des montants prévus aux articles 70,74 et 76 de la loi n°2003-75 du 10 septembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchissement d'argent (l'article 74 a été abrogé et remplacé par la loi 2009-65 du 12 août 2009),tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009.
- Loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n°2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de tunisie.
- Décret n°2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007, portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007, portant nomination de membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n ° 2009-64 du 12 août 2009, portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non –résidents.



- Loi n° 2009-66 du 12 août 2009, modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n° 2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 a prévu l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.
- Loi n° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions micro finance, qui a été modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.
- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro crédit et des conditions de son octroi par les institutions de micro finance.
- Décret loi n°2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoirs et de biens meuble et immeubles.
- Article 28 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instauration d'un régime fiscal spécifique au financement islamique.
- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro finance et leur évolution institutionnelle, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 19 août 2013.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de micro finance.
- Décret n° 2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis travaillant essentiellement avec les non résidents, de la société Ivoirienne de réassurance « AVENI RE ».
- Décret n° 2013-4521 du 19 septembre 2013, relatif à l'approbation de la fermeture de la société de réassurance non résident « Best RE » en Tunisie.
- Décret n° 2014-967 du 24 janvier 2014, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un filiale non résident de la société Nigérienne de réassurance « Continental Reinsurance ».
- Arrêté du ministre des finances du 24 janvier 2014, fixant les procédures d'application des dispositions des articles 72 bis, 72 ter et 72 quater de la loi n° 2003-75 du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent telle que modifiée et complétée par la loi n° 2009-65 du 12 août 2009.
- Article 25 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi des finances pour l'année 2014 : Institution d'un régime fiscal spécifique aux Sukuk islamiques et au Fonds commun de Sukuk.
- Loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre les infractions terroriste et la régression du blanchiment d'argent



PREMIÈRE PARTIE

I- LES ASSURANCES DIRECTES

II- LA RÉASSURANCE

**III- L'ACTIVITÉ GLOBALE (ASSURANCES
DIRECTES ET ACCEPTATIONS)**

**IV- LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS
ET LES REVENUS FINANCIERS**

PREMIÈRE PARTIE

I- LES ASSURANCES DIRECTES

A. Primes

Le montant des primes émises des entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes totalise 1 540,015 MD en 2014 contre 1 397,597 MD en 2013 et 1 272,049 MD en 2012, soit une progression de 10,19 % en 2014 contre une évolution de 9,87% en 2013.

Les entreprises privées spécialisées en assurance Vie : GAT VIE, HAYETT, MAGHREBIA VIE, CARTE VIE et ATTIJARI ASSURANCES ont réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 146,241 MD contre 113,763 MD en 2013 et 93,818 MD en 2012, soit une augmentation de 28,55 %.

B. Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 831,379 MD en 2014 contre 838,908 MD en 2013 et 716,131 MD en 2012 soit une baisse de 0,90 % en 2014.

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 356,953 MD en 2014 contre 300,176 MD en 2013 et 261,995 MD en 2012, soit une progression de 18,91 % en 2014. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 23,18 % en 2014 contre 21,48% en 2013 et 20,60% en 2012.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 186,703 MD en 2014 contre 158,661 MD en 2013 et 140,955 MD en 2012, soit une progression de 17,67 % en 2014.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 12,12 % en 2014 contre 11,35% en 2013 et 11,08 % en 2012.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 170,250 MD en 2014 (11,06 % des primes émises des affaires directes) contre 141,515 MD en 2013 (10,13% des primes émises des affaires directes) et 121,040 MD en 2012 (9,52% des primes émises des affaires directes).

Evolution des frais de gestion

En DT

Libellés	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes	Evolution en %	Montant	En % des Primes	Evolution en %	Montant	En % des Primes	Evolution en %
Frais d'acquisition	140 954 789	11,08	14,32	158 661 189	11,35	12,56	186 703 005	12,12	17,67
Autres charges de gestion	121 039 733	9,52	21,09	141 514 918	10,13	16,92	170 249 623	11,06	20,31
Frais de gestion	261 994 522	20,60	17,35	300 176 107	21,48	14,57	356 952 628	23,18	18,91

**D. Résultats techniques (affaires directes)****D.1. Solde de souscription :**

Le solde de souscription dégage un excédent de 444,745 MD en 2014 contre un excédent de 383,794 MD en 2013 et un excédent de 323,208 MD en 2012.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de 261,995 MD en 2012 à 300,176 MD en 2013 et à 356,953 MD en 2014.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 132,595 MD en 2014 contre 107,021 MD en 2013 et 93,303 MD en 2012, soit une augmentation de 23,90 % en 2014.

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 132,841 MD en 2014 contre un déficit de 104,148 MD en 2013 et un déficit de 99,821 MD en 2012.

D.5. Résultat technique net:

Le résultat technique net dégage un excédent de 87,547 MD en 2014 (5,68 % des primes émises des affaires directes) contre un excédent 86,491 MD en 2013 (6,19 % des primes émises des affaires directes) et un excédent 54,695 MD en 2012 (4,30 % des primes émises des affaires directes).

II- LA RÉASSURANCE

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

I- Les acceptations :

A. Les primes :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2014 à 16,054 MD contre 15,073 MD en 2013 et 13,240 MD en 2012. Les acceptations en 2014 représentent 1,03 % du chiffre d'affaires total contre 1,08 % en 2013 et 1,04 % en 2012.

Evolution des primes acceptées

En MD			
Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2012	13,240	10,09	1,04
2013	15,073	13,84	1,08
2014	16,054	6,51	1,03

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2014 au titre des acceptations atteignent 8,626 MD contre 10,280 MD en 2013 et 9,933 MD en 2012 enregistrant ainsi une baisse de 16,09 % par rapport à 2013.

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de (-0,341 MD) en 2012 et 0,360 MD en 2013 à (-0,864 MD) en 2014.

Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistres aux primes acquises sans tenir compte des frais de gestion s'est amélioré de 23,25 % passant de 70,93 % en 2013 à 47,68 % en 2014.

En MD					
	2012	2013	Variation en %	2014	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	9,933	10,280	3,49	8,626	-16,09
- Dotation à la provision pour sinistres à payer	-0,341	0,360	-	-0,864	-140,00
- Charge de sinistres	9,592	10,640	10,93	7,762	-27,05
- Primes acquises	13,158	15,001	14,01	16,278	8,51
- Rapports sinistres aux primes acquises en %	72,90	70,93	-1,97	47,68	-23,25

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 1,861 MD en 2014 contre 3,321 MD en 2013 et 3,392 MD en 2012 soit une baisse de 43,97 % en 2014.

En 2014 les frais de gestion représentent 11,59 % des primes acceptées contre 22,03% en 2013 et 25,28% en 2012.



**Evolution de l'ensemble des frais de gestion
(Frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) rapportés aux primes acceptées**

En MD

	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance
Frais d'acquisition	2,603	19,40	54,02	2,540	16,85	-2,42	0,927	5,77	-63,50
Autres charges de Gestion nettes	0,789	5,88	24,64	0,781	5,18	-1,01	0,934	5,82	19,59
Frais de gestion	3,392	25,28	46,02	3,321	22,03	-2,09	1,861	11,59	-43,97

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistres aux primes acceptées s'élève à 65,26% en 2014 contre 93,07% en 2013 et 98,68 % en 2012. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 27,81%.

Le rapport sinistres aux primes émises frais de gestion compris s'élève à 66,17 % en 2014.

D. Résultats techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 8,334 MD en 2014 contre 4,360 MD en 2013 et 3,529 MD en 2012. Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 3,392 MD en 2012 et de 3,321 MD en 2013 à 1,861 MD en 2014.

La branche acceptation dégage en 2014 un solde financier de 0,515 MD contre un solde de 0,500 MD en 2013 et de 0,392 MD en 2012. Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est passé d'un déficit de 0,118 MD en 2012 et un déficit de 0,213 MD en 2013 à un déficit de 0,181 MD en 2014.

Le résultat technique net dégage un excédent de 6,808 MD en 2014 contre un excédent de 1,327 MD en 2013 et un excédent de 0,411 MD en 2012.

Compte d'exploitation de la branche acceptation

En DT

- Primes acquises	16 278 435
- Primes émises	16 053 629
- Variation des provisions pour primes non acquises	224 806
- Charge de prestation	-7 944 105
- Prestation et frais payés	-8 625 712
- Variation des provisions pour sinistres à payer	863 793
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	-182 186
SOLDE DE SOUSCRIPTION	8 334 330
SOLDE DE GESTION	-1 861 125
SOLDE FINANCIER	515 284
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-180 913
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	6 807 576

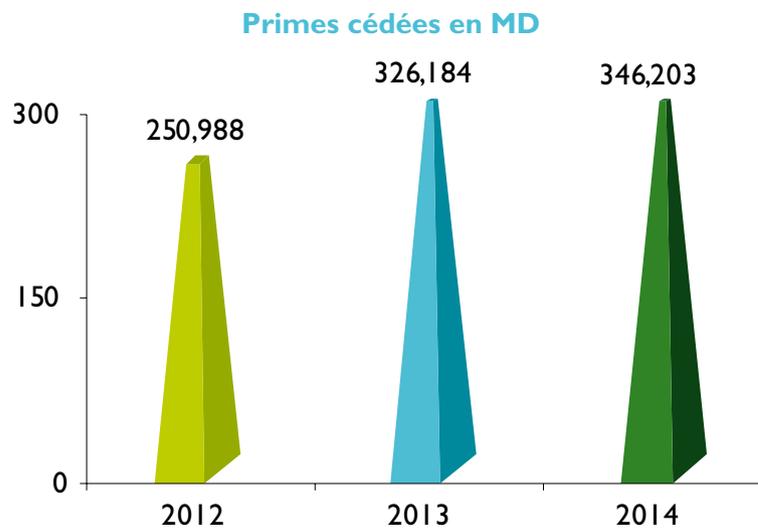
2 -Les Cessions :

A- Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurances sur les affaires directes totalisent un montant de 346,203 MD en 2014 contre 326,184 MD en 2013 et 250,988 MD en 2012 soit une augmentation de 6,14 % par rapport à 2013.

Le taux de cession est de 22,48 % des primes émises en 2014 contre 23,34% en 2013 et 19,73% en 2012.

Les branches incendie, transport, crédit et risques agricoles demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 76,83%, 72,39%, 68,44% et 63,64%.



B- Sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 111,804 MD en 2014 contre 146,565 MD en 2013 et 103,417 MD en 2012 soit une baisse de 23,72 % en 2014. Ils représentent 13,45 % du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2014 contre 17,47 % en 2013 et 14,44% en 2012.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches incendie, transport et crédit sont les plus importants, ils représentent respectivement 80,90%, 78,32% et 68,66% des sinistres réglés.

C- Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2014 à 71,728 MD contre 69,778 MD en 2013 et 52,759 MD en 2012.

Les taux des commissions reçues des branches Vie, Crédit et Incendie sont les plus élevés, ils représentent respectivement 38,89%, 26,84% et 25,69%.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des opérations directes sont retracés dans le tableau ci-après :

**Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre
Des affaires directes par branche en 2014 (rétrocession non comprise)**

En DT

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres réglés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées
Automobile	25 774 182	5,62	3,65	16 311 662	21,85
Groupe Maladie	1 430 538	0,74	0,66	527 031	9,11
Accidents de Travail	33 387	1,08	-	-	-
Transport	8 023 796	78,32	11,08	7 433 518	14,18
Incendie	47 270 259	80,90	44,23	21 090 587	25,69
Risques.Agricoles	3 093 334	53,26	41,10	881 828	18,41
Risques Divers	16 696 412	51,65	11,38	11 915 260	13,37
Vie	6 823 340	10,26	2,53	11 445 462	38,89
Crédit	2 658 994	68,66	23,02	2 122 085	26,84
Total Cessions	111 804 242	13,45	7,26	71 728 433	20,72

D- Résultat des cessions :

Les opérations des cessions au titre des opérations directes (rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 132,841 MD en 2014 contre un déficit de 104,148 MD en 2013 et un déficit de 99,821 MD en 2012.



Le compte d'exploitation des cessions au titre des opérations directes se présente comme suit :

Compte d'exploitation des cessions 2014

EN DT

Débit	Montant	Crédit	Montant
• Primes	346 203 300	• Sinistres réglés à la charge des réassureurs	111 804 242
• Autres éléments de débit		• Commissions reçues des réassureurs	71 728 433
		• Part des réassureurs dans la charge de provision	21 462 057
		• Participation au résultat	4 343 905
		• Autres éléments de crédit	4 023 655
		déficit de cession	132 841 008
TOTAL	346 203 300	TOTAL	346 203 300

3- Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 0,695 MD en 2014 contre 0,336 MD en 2013 et 0,238 MD en 2012.

Le taux de rétrocession est de 4,33% en 2014 contre 2,23% en 2013 et 1,77 % en 2012.

Le compte d'exploitation des rétrocessions se présente comme suit :

Compte d'exploitation des rétrocessions 2014

EN DT

Débit	Montant	Crédit	Montant
• Primes rétrocédées	695 183	• Part des rétrocessionnaires dans les sinistres réglés	328 000
		• Commissions reçues	162 675
		• Part des réassureurs dans la charge de provision	23 595
		• Participation au résultat	
		Déficit	180 913
TOTAL	695 183	TOTAL	695 183

Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Ré

I- Les primes

En 2014, le chiffre d'affaires de Tunis Ré a atteint 97,634 MD contre 85,878 MD en 2013 et 77,029 MD en 2012 marquant ainsi une augmentation de 13,7 %.

A noter que le chiffre d'affaires de 2014 tient compte du chiffre d'affaires de l'activité Retakaful qui a atteint 4,331 MD contre un chiffre d'affaires de 2,948 MD en 2013 soit une évolution de 47%.

Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 54,829 MD en 2013 à 60,572 MD en 2014, enregistrant ainsi une amélioration de 10,47 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 31,049 MD en 2013 à 37,062 MD en 2014, enregistrant ainsi une amélioration de 19,37%.

La répartition des primes acceptées par branche et par zone est retracée dans les tableaux suivants :

a- Répartition par Branche :

En MD

	BILAN 2012		BILAN 2013		EVOL 12/ 11 En %	BILAN 2014		EVOL 13/ 12 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	23,750	31	28,310	33	19	32,265	33	14
A R D	7,535	10	10,428	12	38	11,517	12	10
R.TECH	12,181	16	14,968	17	23	18,145	18	21
TRANSPORT	11,593	15	12,576	16	8	14,751	15	17
AVIATION	18,571	24	14,979	17	-19	16,276	17	9
VIE	3,399	4	4,617	5	36	4,679	5	1
TOTAL	77,029	100	85,878	100	11,5	97,634	100	13,7

b- Répartition Géographique :

La répartition du chiffre d'affaires par zone, montre une part de 63% pour le marché tunisien qui occupe la première place dans la structure du portefeuille, ce marché est en progression de 12% au 31/12/2014.

En MD

	BILAN 2012		BILAN 2013		EVOL 12/ 11 En %	BILAN 2014		EVOL 13/ 12 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
TUNISIE	49,636	64	54,687	64	10	61,430	63	12
ETRANGER	27,393	36	31,191	36	14	36,204	37	16
TOTAL	77,029	100	85,878	100	11	97,634	100	13,7



La Réassurance

2- Les charges des sinistres et les frais généraux:

Les charges de sinistres constituées des sinistres réglés et de la variation de la provision pour sinistres à payer au niveau des acceptations, ont atteint 51,587 MD en 2014 contre 34,307 MD en 2013 et 46,584 MD en 2012 enregistrant ainsi une augmentation de 50%.

3- Les provisions techniques :

Les provisions techniques constituées des provisions pour primes non acquises et des provisions pour sinistres à payer ont atteint 178,878 MD en 2014 contre 161,433 MD en 2013 enregistrant ainsi un renforcement de 10,8%.

4- Les placements et les revenus financiers :

Les placements de Tunis Re englobent les placements financiers, monétaires, immobiliers et des dépôts auprès des cédantes. Ils s'élèvent en 2014 à 257,7 MD contre 241 MD en 2013, soit une évolution de 7%.

5- Les résultats :

Le résultat technique après rétrocession en 2014 est excédentaire de 8,912 MD contre 8,150 MD en 2013, marquant une amélioration de 9% par rapport au résultat 2013.

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (Assurances Directes et Acceptations)

A- Les Primes :

En 2014 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 1 556,069 MD contre 1 412,670 MD en 2013 et 1 285,469 MD en 2012 soit un taux de croissance de 10,15 % en 2014 contre 9,90% en 2013 et 9,13 % en 2012.

En DT

INTITULES	2012		2013			2014		
	Montant	En %	Montant	En %	T.C 13/12 en %	Montant	En %	T.C 14/13 en %
1 STAR	233 590 021	18,17	259 187 120	18,35	10,96	288 208 060	18,52	11,20
2. COMAR	144 779 730	11,26	154 458 206	10,93	6,68	157 472 765	10,12	1,95
3. GAT	120 428 749	9,37	131 983 328	9,34	9,59	132 926 044	8,54	0,71
4. AMI	108 015 770	8,40	118 992 401	8,42	10,16	123 885 336	7,96	4,11
5. MAGHREBIA	100 085 609	7,79	111 356 494	7,88	11,26	120 413 488	7,74	8,13
6. ASTREE	104 937 532	8,16	109 525 184	7,75	4,37	117 918 061	7,58	7,66
7. MAE	72 781 414	5,66	77 318 010	5,47	6,23	85 597 088	5,50	10,71
8. CARTE	76 783 896	5,95	85 008 698	6,02	11,15	81 739 259	5,25	-3,85
9. G/CTAMA	55 382 270	4,31	59 852 077	4,24	8,07	73 557 099	4,73	22,90
10. LLOYD	56 760 700	4,42	63 740 675	4,51	12,30	69 844 432	4,49	9,58
11. ASS. BIAT	65 485 350	5,09	65 598 579	4,64	0,17	69 408 657	4,46	5,81
12. SALIM	41 731 698	3,25	43 108 098	3,05	3,30	50 125 869	3,22	16,28
13. ATTIJARI.ASS.	-	-	16 294 032	1,15	-	40 419 234	2,60	148,06
14. MAGHREBIA.VIE	34 010 387	2,65	36 431 454	2,58	7,12	39 390 071	2,53	8,12
15. HAYETT	27 177 655	2,11	27 552 745	1,95	1,38	30 556 834	1,96	10,90
16. CARTEVIE	28 006 883	2,18	27 127 802	1,92	-3,14	28 075 685	1,80	3,49
17. ZITOUNA .TAKAFUL	1 660 483	0,13	8 845 771	0,63	432,72	19 304 035	1,24	118,23
18. COTUNACE	9 527 547	0,74	9 842 640	0,70	3,31	9 635 418	0,62	-2,11
19. GATVIE	4 623 080	0,13	6 356 724	0,45	37,50	7 798 944	0,50	22,69
20. EI AMANA TAKAFUL	-	-	90 117	0,01	-	5 290 800	0,34	5871,0
21. At-TAKAFULIA	-	-	-	-	-	4 501 774	0,29	-
TOTAL	1 285 468 774	100	1 412 670 155	100	9,90	1 556 068 953	100	10,15

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR	38,80	STAR	38,62	STAR	37,18
COMAR		COMAR		COMAR	
GAT		GAT		GAT	

La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 38,80% en 2012 et de 38,62% en 2013 à 37,18 % en 2014.

Les sociétés El Amana Takaful ,Attijari Assurances et Zitouna Takaful ont réalisé les taux de croissances les plus élevés en 2014.

9 entreprises ont un taux de croissance supérieur à la moyenne du marché 10,15%

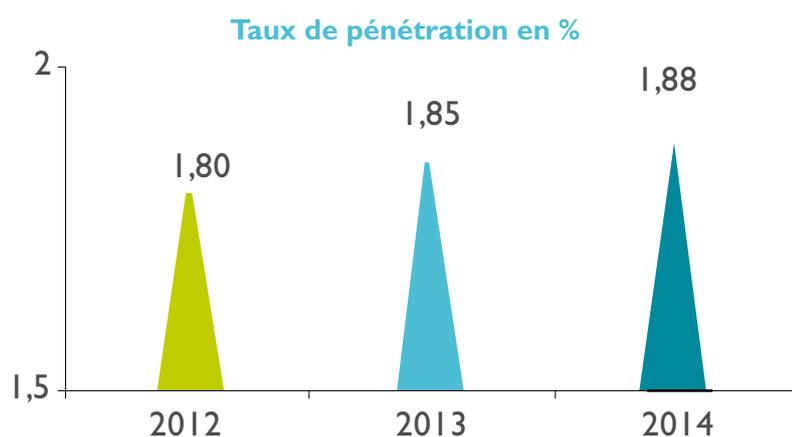
• Taux de pénétration :

Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 1,80% en 2012 et 1,85% en 2013 à 1,88% en 2014.

Taux de pénétration

En MD

Intitulé	2012	2013	2014
P.I.B. prix courant	70 490	76 232	82 530
Primes Emises	1 285,469	1 412,670	1 556,069
Taux de pénétration en %	1,80	1,85	1,88



• Primes par habitant :

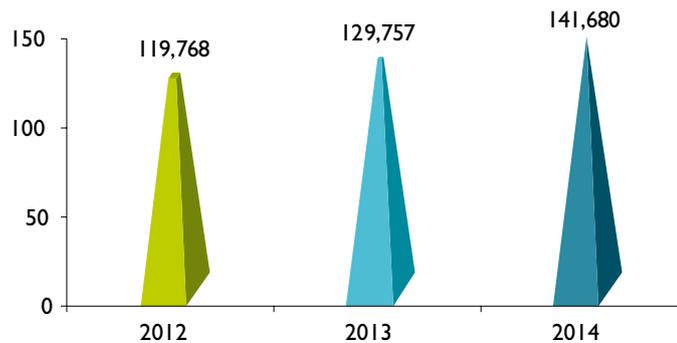
La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 119,768 dinars en 2012 (101,097 dinars en assurance non vie et 18,671 dinars en assurance vie), à 129,757 dinars en 2013 (109,430 dinars en assurance non vie et 20,327 dinars en assurance vie) et à 141,680 dinars en 2014 (117,079 dinars en assurance non vie et 24,601 dinars en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 64,370 dinars en 2014 contre 58,922 dinars en 2013 et 54,759 dinars en 2012.

Primes par habitant

Intitulé	2012	2013	2014
Population (en million)	10,733	10,887	10,983
Primes émises (en MD)	1 285,469	1 412,670	1 556,069
Primes par habitant (en DT)	119,768	129,757	141,680

Primes par habitant en DT



• Primes émises par branche

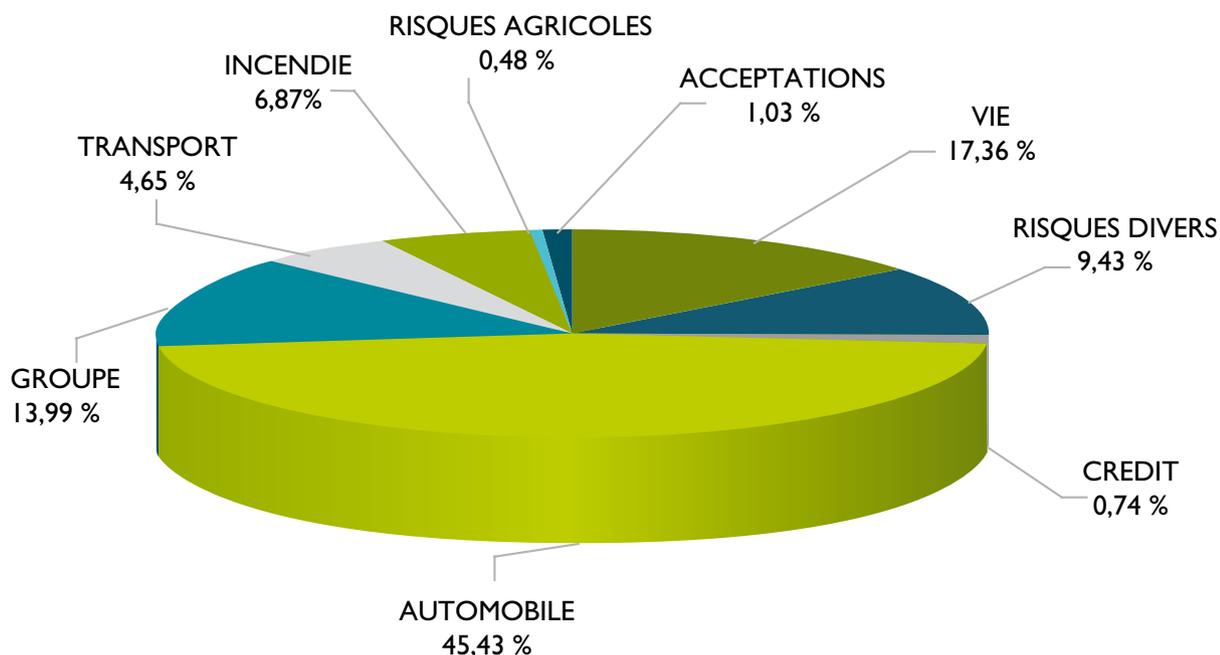
La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 45,43 % en 2014 contre 45,41% en 2013 et 45,72 % en 2012. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 17,36% en 2014 contre 15,67% en 2013 et 15,59% en 2012. Les branches Risques Agricoles et Vie ont connu les taux de croissance Les plus élevés en 2014 avec respectivement 29,98% et 22,09%..

L'évolution des primes émises par branche

En DT

Branche	2012		2013			2014		
	Primes émises	STRU EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %
Automobile	587 730 536	45,72	641 485 558	45,41	9,15	706 943 439	45,43	10,20
Groupe Maladie	185 130 308	14,40	202 376 069	14,33	9,32	217 755 483	13,99	7,60
Accident du T.	-164 533	-0,01	-	-	-	-	-	-
Transport	73 653 315	5,73	72 421 044	5,13	-1,67	72 427 777	4,65	0,01
Incendie	80 674 120	6,28	95 150 460	6,74	17,94	106 871 133	6,87	12,32
Risques Agricoles	6 821 990	0,53	5 790 292	0,41	-15,12	7 526 176	0,48	29,98
Risques divers	126 929 364	9,87	147 722 982	10,46	16,38	146 746 191	9,43	-0,66
Vie	200 396 685	15,59	221 309 922	15,67	10,44	270 193 555	17,36	22,09
Crédit	10 877 197	0,85	11 340 560	0,80	4,26	11 551 570	0,74	1,86
TOTAL A.D.	1 272 048 982	98,96	1 397 596 887	98,95	9,87	1 540 015 324	98,97	10,19
Acceptations	13 419 792	1,04	15 073 268	1,05	12,33	16 053 629	1,03	6,50
TOTAL (AD&ACC)	1 285 468 774	100	1 412 670 155	100	9,90	1 556 068 953	100	10,15

Structure du portefeuille du marché par branche



B- Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.1. Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 840,005 MD en 2014 contre 849,188 MD en 2013 et 726,064 MD en 2012 enregistrant ainsi une diminution de 1,08 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 77,51 % en 2014 du total des règlements contre 70,64 % en 2013 et 69,30 % en 2012, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 59,42 % en 2014 contre 59,74 % en 2013 et 60,12 % en 2012.

Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 3,098 MD en 2014 contre 3,483 MD en 2013 et 3,483 MD en 2012 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1^{er} janvier 1995.

Les branches Risques Agricoles, Automobile et Groupe Maladie ont connu le taux de croissance le plus élevé des règlements de sinistres avec des taux de croissance respectifs de 13,29%, 8,75% et 8,04%.

L'évolution des sinistres réglés par branche est retracée dans le tableau suivant :

L'évolution des sinistres réglés par branche

En DT

Branche	2012		2013			2014		
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %
Automobile	375 538 660	52,72	421 549 903	49,64	12,25	458 447 549	54,58	8,75
Groupe Maladie	165 003 009	16,58	178 299 442	21,00	8,06	192 634 460	22,93	8,04
Accident du T.	3 483 480	0,48	3 483 443	0,41	0	3 097 547	0,37	-11,16
Transport	6 557 775	0,90	18 228 707	2,15	177,97	10 245 292	1,22	-43,80
Incendie	69 707 427	9,60	112 502 749	13,25	61,39	58 432 401	6,96	-48,06
Risques Agricoles	4 475 685	0,62	5 127 041	0,60	14,55	5 808 246	0,69	13,29
Risques divers	41 643 393	5,74	30 383 143	3,58	-27,04	32 326 161	3,85	6,40
Vie	53 333 150	7,35	64 123 312	7,55	20,23	66 517 472	7,92	3,73
Crédit	-3 611 890	-0,50	5 210 442	0,61	-244,26	3 872 673	0,46	-25,67
Total A.D.	716 130 689	98,63	838 908 182	98,79	17,14	831 378 801	98,97	-0,90
Acceptations	9 933 421	1,37	10 279 765	1,21	3,49	8 625 712	1,03	-16,09
TOTAL (AD&ACC)	726 064 110	100	849 187 947	100	16,96	840 004 513	100	-1,08

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2014 un montant de 3 329,538 MD contre 3 032,143 MD en 2013 et 2 873,777 MD en 2012 soit une augmentation de 9,81% par rapport à 2013.

Le détail des provisions techniques du trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2012	2013	2014
Provision pour primes non acquises	314 639 069	347 084 228	371 860 887
Provision Mathématique vie	562 240 377	652 055 475	767 441 117
Provision pour sinistre à payer vie	104 542 730	119 360 566	140 064 215
Provision pour sinistre à payer non vie	1 747 300 280	1 786 121 212	1 895 833 311
Provision pour PB vie	4 878 660	5 841 652	7 969 706
Provision pour PB non vie	16 433 521	17 903 036	23 663 368
Provision pour Egalisation/Equilibrage	30 662 054	30 017 248	27 967 181
Autres Provisions Techniques vie	29 015 870	23 823 841	39 186 600
Autres Provisions Techniques non vie	64 064 565	49 935 764	55 552 078
TOTAL	2 873 777 126	3 032 143 022	3 329 538 463

B.3. Rapport sinistres aux primes

La dotation à la provision pour sinistres à payer au 31-12-2014 a enregistré une augmentation de 59,20 % passant de 207,562 MD en 2012 et 154,096 MD en 2013 à 245,317 MD en 2014.

Pour l'activité globale le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 1,83 en 2014 en passant de 72,66 en 2013 à 70,82 en 2014.

En MD

	2012	2013	Variation en %	2014	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	726,064	849,188	16,96	840,005	-1,08
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer	207,562	154,096	-25,76	245,317	59,20
• Charges sinistres	933,626	1 003,284	7,46	1 085,322	8,18
• Primes acquises	1 266,492	1 380,880	9,03	1 532,415	10,97
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	73,72	72,66	-1,06	70,82	-1,83

C- Frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) :

C.1. Les Frais d'Acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 187,630 MD en 2014 contre 161,202 MD en 2013 et 143,558 MD en 2012 soit une augmentation de 16,39 % en 2014.

C.2. Les autres charges de gestions nettes (frais d'administration et autres charges techniques) :

Les autres charges de gestion nettes totalisent 171,184 MD en 2014 contre 142,296 MD en 2013 et 121,829 MD en 2012 soit une augmentation de 20,30 %.

C.3. Les frais de gestion :

Les frais de gestion s'élèvent à 358,814 MD en 2014 contre 303,498 MD en 2013 et 265,386 MD en 2012 soit une augmentation de 18,23 % en 2014.

Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 23,06 % en 2014 contre 21,48 % en 2013 et 20,65% en 2012.

Les frais de gestion sont retracés dans le tableau ci-après :

EN DT

Libellé	2012			2013			2014		
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %
Frais d'acquisition	143 557 766	11,17	14,86	161 201 585	11,41	12,29	187 630 220	12,06	16,39
Autres charges de gestion nettes	121 828 642	9,48	21,11	142 295 923	10,07	16,80	171 183 533	11,00	20,30
Frais de gestion	265 386 408	20,65	17,65	303 497 508	21,48	14,36	358 813 753	23,06	18,23

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 94,23% en 2014 contre 94,64% en 2013 et 94,67% en 2012. Ainsi, le rapport sinistres aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est amélioré de 0,41 en 2014.

C.4. Frais de Gestion par Branche

Les frais de gestion par branche sont retracés dans le tableau suivant :

En M DT

	Intitulé	Auto	Groupe	A.T.	Trans	Incen.	R.Aгри	R.D.	Vie	Crédit	T.A.D.	Accep.	TOTAL
2012	Frais de Gestion	120,946	24,504	0,325	13,264	19,711	1,514	29,291	49,599	2,859	261,995	3,392	265,387
	En % des Primes émises	20,58	13,24	-	7,98	24,43	22,19	23,08	24,75	26,28	22,48	25,28	20,65
	Intitulé	Auto	Groupe	A.T.	Trans.	Incen.	R.Aгри	R.D.	Vie	Crédit	T.A.D.	Accep.	TOTAL
2013	Frais de Gestion	137,420	29,179	0,270	16,893	25,431	1,791	33,490	53,117	2,585	300,176	3,322	303,498
	En % des Primes émises	23,38	15,76	-	22,94	31,52	26,25	26,38	26,51	23,77	25,75	24,75	23,61
2014	Frais de Gestion	180,733	34,081	0,271	12,621	29,363	2,627	31,110	63,962	2,185	256,953	1,861	358,814
	En % des Primes émises	25,57	15,65	-	17,43	27,48	34,91	21,20	23,67	18,91	23,18	11,59	23,06

D. Résultats Techniques :

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 453,080 MD en 2014 contre 388,154 MD en 2013 et 326,736 MD en 2012.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 265,386 MD en 2012 et de 303,498 MD en 2013 à 358,814 MD en 2014.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2014 un solde financier de 133,111 MD contre 107,522 MD en 2013 et 93,695 MD en 2012.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde des réassurances (résultat des cessions) est déficitaire de 133,022 MD en 2014 contre 104,361 MD en 2013 et un déficit de 99,938 MD en 2012.

D.5. Résultat technique net

Le résultat technique net atteint un excédent de 94,355 MD en 2014 contre un excédent de 87,818 MD en 2013 et un excédent 55,106 MD en 2012.

Compte d'exploitation de l'activité globale du secteur «Affaires directes + acceptations»

En DT

- Primes acquises	1 532 415 481
- Primes émises	1 556 068 953
- Variation des provisions pour primes non acquises	-23 653 472
- Charges de prestations	-1 079 335 826
- Prestation et frais payés	-840 004 513
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-245 317 178
- provisions pour égalisation et équilibrage	1 996 756
- Autres charges techniques	3 989 109
SOLDE DE SOUSCRIPTION	453 079 655
SOLDE DE GESTION	-358 813 753
SOLDE FINANCIER	133 110 527
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-133 021 921
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	94 354 508

Résultats techniques nets par branche

En DT

Branches	2012	2013		2014			
	R.T.net	R.T.net	Résultat Financier	Résultat Technique	R.T.net	Résultat Financier	Résultat Technique
Automobile	-52 450 135	41 968 066	56 991 098	15 023 032	-38 496 880	69 042 041	30 545 161
Groupe Maladie	-9 411 766	-15 025 463	1 910 518	-13 114 945	-16 089 304	1 986 727	-14 102 577
Accidents de Trav.	-1 979 786	-1 988 321	1 372 745	-615 576	-2 127 563	1 492 900	-634 663
Transport	13 465 823	10 404 743	2 505 220	12 909 963	10 623 430	2 980 229	13 603 659
Incendie	2 746 782	7 777 867	7 710 801	15 488 668	7 703 719	6 215 682	13 919 401
Risques Agricole	-795 733	-1 306 283	482 547	-823 736	-1 577 969	280 357	-1 297 612
Risques Divers	10 095 675	24 267 715	8 693 019	32 960 734	9 528 917	8 141 776	17 670 693
Vie	-10 903 014	-2 461 775	26 866 964	24 405 189	-14 572 146	41 858 948	27 286 802
Crédit	-74 996	-230 621	488 454	257 833	-40 515	596 583	556 068
TOTAL	-49 307 150	-20 530 204	107 021 366	86 491 162	-45 048 311	132 595 243	87 546 932
CESSIONS ET RETROCESSIONS	13 111	826 144	500 389	1 326 533	6 292 292	515 284	6 807 576
RT. NETTES	-49 294 039	-19 704 060	107 521 755	87 817 695	-38 756 019	133 110 527	94 354 508

IV. LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS ET LES REVENUS FINANCIERS

C. Les fonds propres des entreprises d'assurances :

Constitués par le capital social ou le fonds commun des sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 917,125 MD en 2014 contre 791,272 MD en 2013 et 754,261 MD en 2012.

Fonds propres

En MD

	2012	2013	2014
Fonds commun et capital social	323,526	350,897	368,693
Les réserves et les primes liées au capital	430,435	440,375	548,854
Fonds propres	754,261	791,272	917,547

B. Les placements et les revenus financiers

B.1. Les placements

En MD

	2012	2013	Taux de Croissance %	2014	Taux de Croissance %
TOTAL	3 067,292	3 328,296	8,51	3 710,579	11,49

Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 3 710,579 MD en 2014 contre 3 328,296 MD en 2013 et 3 067,292 MD en 2012 soit une augmentation de 11,49 % par rapport à 2013.

Etant donné que les provisions techniques sont évaluées à 3 329,538 MD en 2014, le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 111,44% en 2014 contre 109,77% en 2013 et 106,73% en 2012.

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :

En MD

	2012	2013	2014
- Provisions Techniques	2 873,777	3 032,143	3 329,538
- Placements admis	3 067,292	3 328,296	3 710,579
Taux de Couverture en %	106,73	109,77	111,444

B.2. Les Revenus financiers

En MD

	2012	2013	Taux de croiss. %	2014	Taux de croiss. %
Revenus financiers	104,400	120,746	15,66	142,475	18
Placements admis	3 067,292	3 328,296	8,51	3 710,579	11,49
Taux de rendement en %	3,4	3,63	0,23	3,84	0,21

Les revenus des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 142,475 MD en 2014 contre 120,746 MD



en 2013 et 104,400 MD en 2012 soit une augmentation de 18 % par rapport à 2013.

Le taux de rendement moyen de ces titres représente 3,84% en 2014 contre 3,63% en 2013 et 3,40% en 2012.

B-3. Résultat aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 106,815 MD en 2014 (6,06% des primes émises) contre 82,495 MD en 2013 (5,84% des primes émises) et un bénéfice de 56,088 MD en 2012 (4,36% des primes émises)).

En MD

	2012	2013	2014
Résultat net de l'exercice	56,088	82,495	106,815
Primes émises	1 285,469	1 412,670	1 556,069
Résultat en % des primes	4,36	5,84	6,06



DEUXIÈME PARTIE

A – Assurance non Vie & Assurance vie

B – ÉTUDE PAR BRANCHE

I. L'ASSURANCE AUTOMOBILE

II. L'ASSURANCE GROUPE MALADIE

III. L'ASSURANCE TRANSPORT

IV. L'ASSURANCE INCENDIE

V. L'ASSURANCE RISQUES TECHNIQUES ET DIVERS

VI. L'ASSURANCE CRÉDIT

VII. L'ASSURANCE RISQUES AGRICOLES

VIII. L'ASSURANCE VIE

DEUXIÈME PARTIE

A – Assurance non Vie & Assurance vie

I- Les Primes :

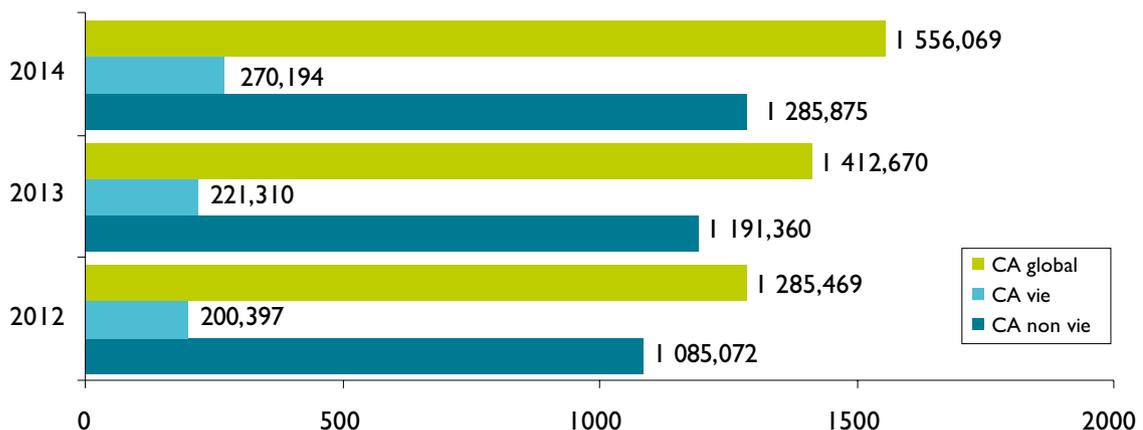
En 2014 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 1 556,069 MD contre 1 412,670 MD en 2013 et 1 285,469 MD en 2012 soit un taux de croissance de 10,15% en 2014 contre 9,90% en 2013 et 9,13% en 2012.

Les primes émises en assurance non vie s'élève à 1 285,875 MD en 2014 contre 1 191,360 MD en 2013 et 1 085,072 MD en 2012 enregistrant une augmentation de 7,93% par rapport à 2013, elles représentent 82,64 % du total des émissions contre 84,33 % en 2013 et 84,41% en 2012.

Les primes émises en assurance vie s'élève à 270,194 MD en 2014 contre 221,310 MD en 2013 et 200,397 MD en 2012. Enregistrant une augmentation de 22,09 % contre une augmentation de 10,44% en 2013 .elles représentent 17,36 % du total des émissions contre 15,67% en 2013 et 15,59% en 2012.

Evolution du chiffre d'affaires Non Vie & Vie 2012-2014

En MDT



2- Sinistres :

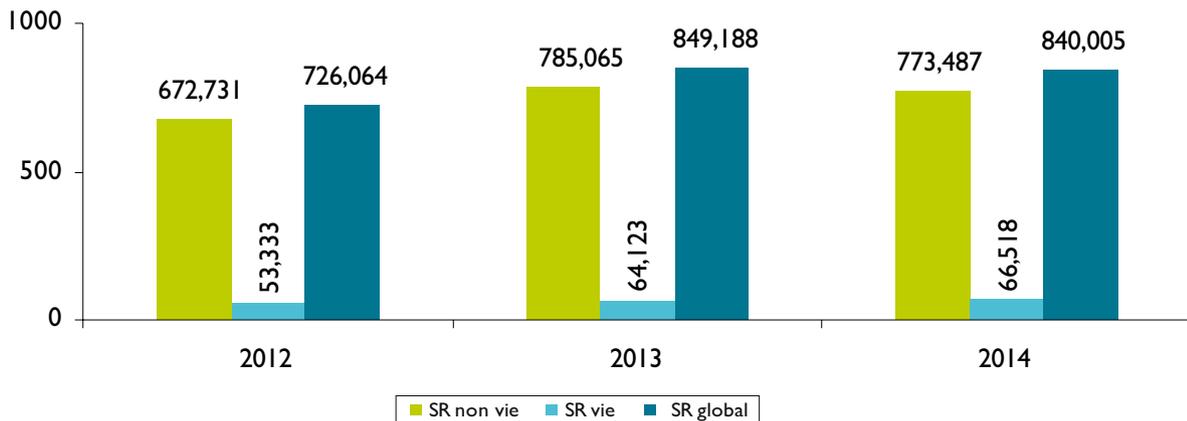
Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 840,005 MD en 2014 contre 849,188 MD en 2013 et 726,064 MD en 2012 enregistrant ainsi une baisse de 1,08%.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 773,487 MD en 2014 contre 785,065 MD en 2013 et 672,731 MD en 2012, soit une diminution de 1,47% par rapport à 2013. Ils représentent 92,08% du l'ensemble des indemnités payées en 2014 contre 92,45% en 2013 et 92,65% en 2012.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 7,92% du montant global des indemnités payées en 2014 contre 7,55% en 2013 et 7,35 % en 2012. Le montant des ces indemnités est de 66,518 MD en 2014 contre 64,123 MD en 2013 et 53,333 MD en 2012.

Evolution des sinistres réglés Non Vie & Vie 2012-2014

En M DT



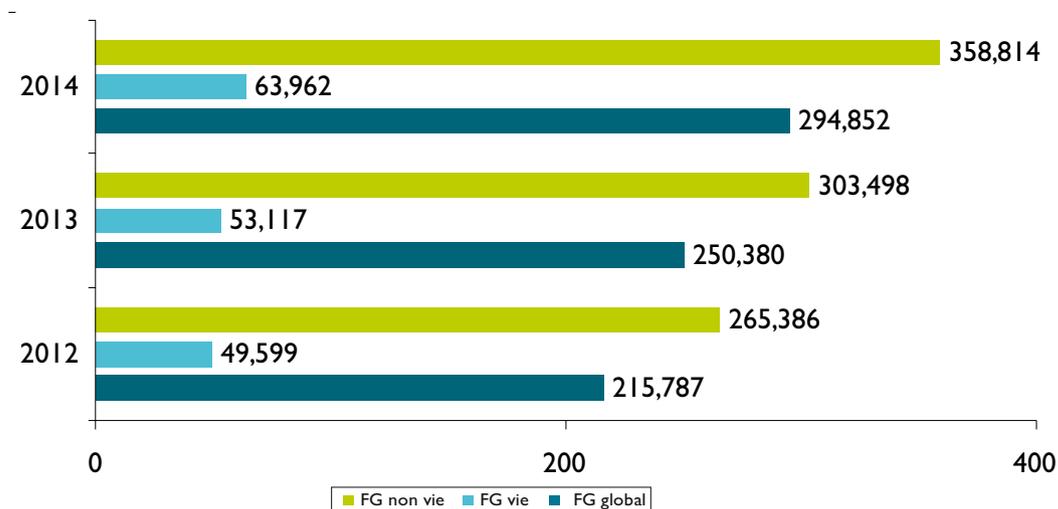
3- Frais de Gestion

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 358,814 MD en 2014 contre 303,498 MD en 2013 et 265,386 MD en 2012, soit une augmentation de 18,23% par rapport à 2013. Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 294,852 MD en 2014 contre 250,380 MD en 2013 et 215,787 MD en 2012, soit une évolution de 17,76 % par rapport à 2013.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 28,96 % passant de 49,599 MD en 2012 et 53,117 MD en 2013 à 63,962 MD en 2014.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2012-2014

En M DT



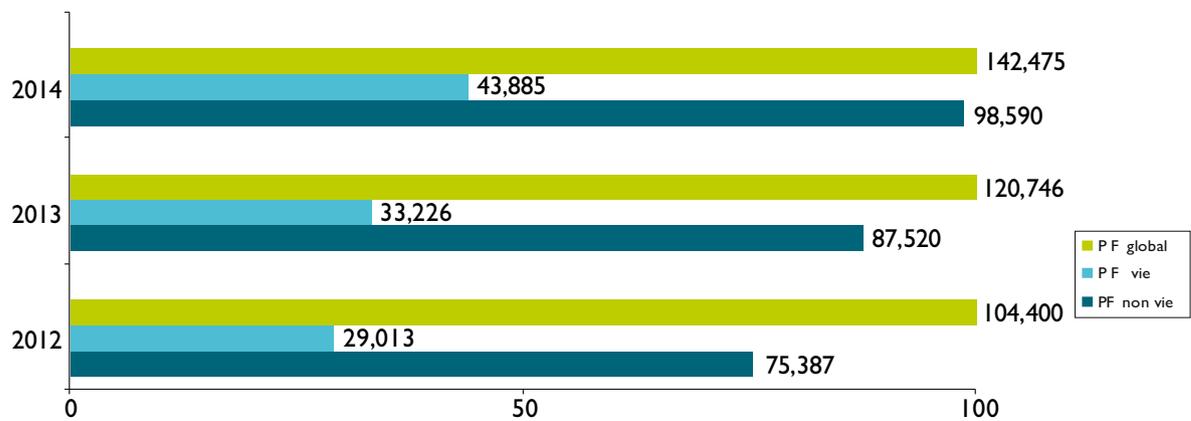
4- Produits financiers

Les produits financiers du secteur d'assurance totalisent 142,475 MD en 2014 contre 120,746 MD en 2013 et 104,400 MD en 2012 soit une augmentation de 17,96 % par rapport à 2013. En effet pour les assurances non vie les produits financiers enregistrent une augmentation de 12,65% en 2014 passant de 75,387 MD en 2012 et de 87,520 MD en 2013 à 98,590 MD en 2014.

En outre les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 32,08% passant de 29,013 MD en 2012 et de 33,226 MD en 2013 à 43,885 MD en 2014.

Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie 2012 - 2014

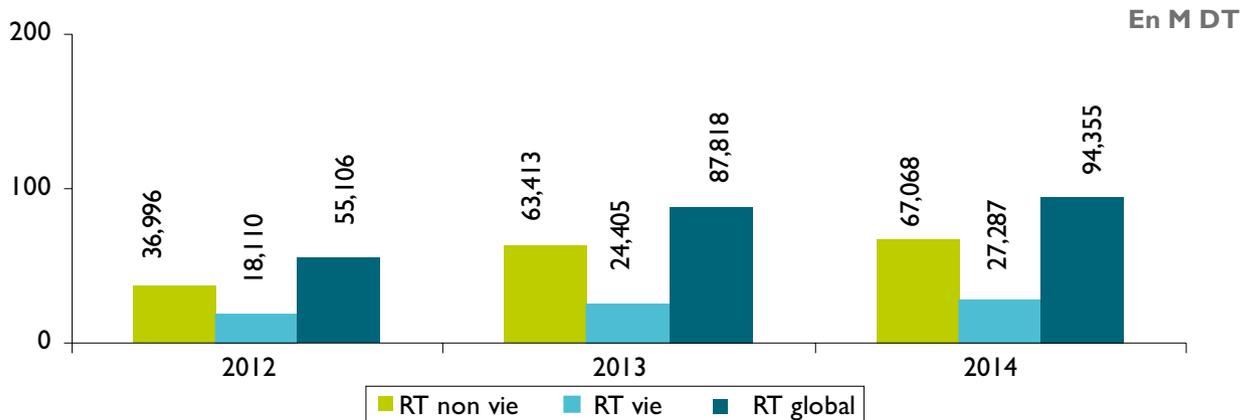
En MDT



5- Résultat technique

Le résultat technique a connu en 2014 une augmentation de 7,44 %, passant de 55,106 MD en 2012 et 87,818 MD en 2013 à 94,355 MD en 2014.

Pour les assurances non vie le résultat technique passe de 36,996 MD en 2012 et 63,413 MD en 2013 à 67,068 MD en 2014. Pour l'assurance vie le résultat technique atteint 27,287 MD en 2014 contre 24,405 MD en 2013 et 18,110 MD en 2012.

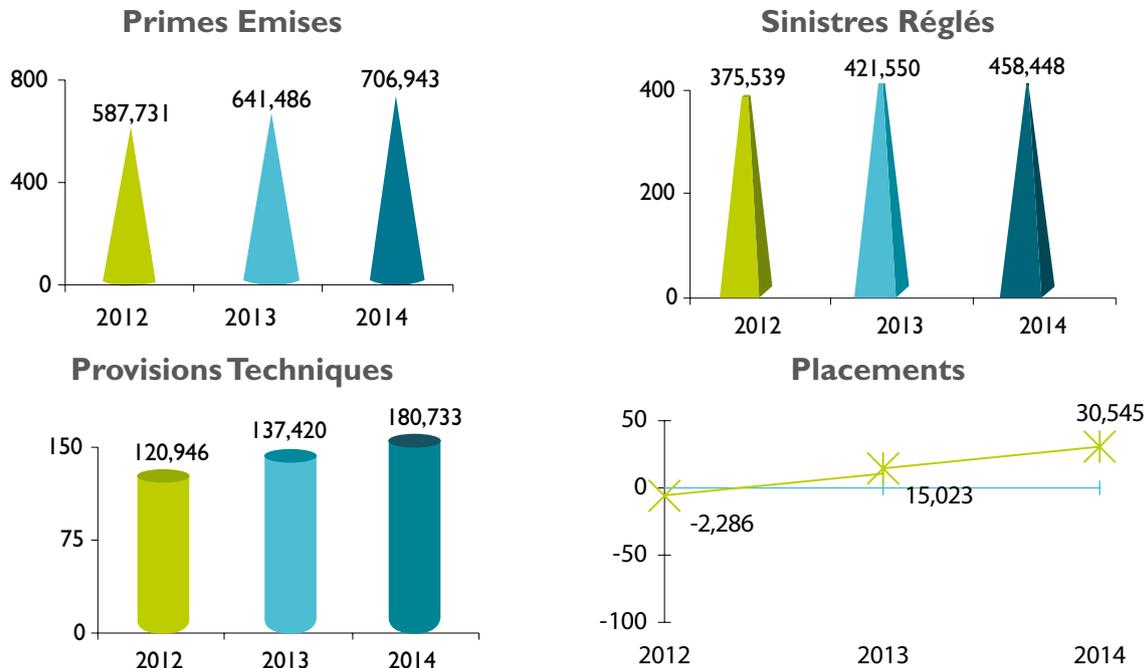


B – ÉTUDE PAR BRANCHE

I. L'Assurance Automobile

(RC auto, Dommage auto, Assistance auto, Défense et recours et PTA)

En MD



1. Permis de conduire, le parc des véhicules et les accidents :

L'évolution du nombre de permis de conduire, du parc des véhicules, des accidents de la circulation et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

	2012	Ev. En % 12/11	2013	Ev. En % 13/12	2014	Ev. En % 14/13
Parc des Véhicules	1 669 496	5,41	1 735 339	3,94	1 830 123	5,46
N. de Permis de Conduire	2 753 900	5,70	2 712 197	-1,51	2 862 806	5,55
N. d'Accidents	9 351	9,90	8 878	-5,06	7 971	-10,22
N. de Tués	1 623	9,29	1 505	-7,27	1 565	3,99
N. de Blessés	14 144	11,78	13 539	-4,28	12 354	-8,75

2. Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 706,943 MD contre 641,486 MD en 2013 et 587,731 MD en 2012, soit un taux de croissance de 10,20% en 2014 contre 9,15 % en 2013 et 9,18% en 2012.

La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2014 représente 45,43 % contre 45,42% en 2013 et 45,72% en 2012.

2. a. Les primes émises par entreprise en assurance automobile sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	En DT					
	2012	En %	2013	En %	2014	En %
1. STAR	115 566 870	19,66	131 224 708	20,46	153 826 939	21,76
2. AMI	89 952 831	15,31	102 086 879	15,91	109 056 981	15,43
3. COMAR	80 070 498	13,62	81 968 633	12,78	84 608 564	11,97
4. MAE	62 959 879	10,71	68 550 487	10,69	75 095 817	10,62
5. GAT	58 574 355	9,97	62 914 449	9,81	65 541 399	9,27
6. MAGHREBIA	32 201 394	5,48	34 701 141	5,41	40 566 527	5,74
7. ASTREE	32 738 790	5,57	34 491 941	5,38	39 685 107	5,61
8. LLOYD	33 923 898	5,77	35 695 102	5,56	36 780 984	5,20
9. G. CTAMA	25 470 268	4,33	30 967 211	4,83	31 421 957	4,44
10. CARTE	29 272 001	4,98	28 722 145	4,48	24 249 439	3,43
11. ASS.BIAT	18 270 618	3,11	16 845 503	2,63	17 625 964	2,49
12. SALIM	8 616 345	1,47	9 810 665	1,53	11 401 061	1,62
13. ZITOUNA.TAK	112 789	0,02	3 431 798	0,52	10 095 133	1,43
14. El Amana.TAK	-	-	74 896	0,01	3 510 140	0,50
15. At-takafulia	-	-	-	-	3 477 427	0,49
TOTAL	587 730 536	100	641 485 558	100	706 943 439	100
TAUX DE CROISSANCE En %	9,18		9,15		10,20	
EN % Du CA Totales	45,72		45,42		45,43	

2. b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR	48,59	STAR	49,15	STAR	49,16
COMAR		AMI		AMI	
AMI		COMAR		COMAR	

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 48,59% en 2012 et de 49,15% en 2013 à 49,16 % en 2014.

2. c. Prime moyenne :

La prime moyenne a augmenté de 4,50% en 2014 passant de 352,041 dinars en 2012 et de 369,660 dinars en 2013 à 386,282 dinars en 2014.

	2012	2013	2014	Ev. 14/13
Parc des véhicules	1 669 496	1 735 339	1 830 123	5,46
Primes émises (en dinars)	587 730 536	641 485 558	706 943 439	10,20
Prime moyenne (en dinars)	352,041	369,660	386,282	4,50

3. Les sinistres :

Les sinistres payés en 2014 ont atteint le montant de 458,448 MD contre 421,550 MD en 2013 et 375,539 MD en 2012, enregistrant ainsi une augmentation de 8,75% en 2014.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13
1- STAR	76 251 961	95 911 989	22,75	98 926 583	21,58	3,14
2- AMI	66 610 006	75 368 284	17,88	73 835 294	16,11	-2,03
3- COMAR	56 450 985	56 213 045	13,33	53 239 005	11,61	-5,29
4- MAE	32 377 312	35 977 861	8,53	47 335 011	10,33	31,57
5- GAT	29 217 589	35 813 120	8,50	45 864 848	10,00	28,07
6- LLOYD	23 781 105	26 201 758	6,22	32 358 218	7,06	23,50
7- G. CTAMA	15 659 731	17 054 790	4,05	23 674 531	5,16	38,81
8- ASTREE	20 670 355	21 744 344	5,16	22 194 655	4,84	2,07
9- MAGHREBIA	20 386 907	19 043 956	4,52	21 565 402	4,70	13,24
10- CARTE	17 306 618	16 958 600	4,02	17 209 607	3,75	1,48
11- ASS.BIAT	10 319 137	14 338 165	3,40	12 734 883	2,78	-11,18
12- SALIM	6 491 675	6 418 184	1,52	7 491 947	1,63	16,73
13- ZITOUNA .Tak	15 279	489 939	0,12	1 443 944	0,32	194,72
14- At-takafulia	-	-	-	329 107	0,08	-
15- ElAmana.Tak		15 868		244 514	0,05	1440,93
TOTAL	375 538 660	421 549 903	100	458 447 549	100	8,75

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une diminution de 23,84% passant de 109,001 MD en 2012 et 104,921 MD en 2013 à 79,910 MD en 2014.

Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 6,97 en passant de 84,96% en 2012 et 84,92% en 2013 à 77,95% en 2014.

En MD

	2012	Variat°. %	2013	Variat°. %	2014	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	375,539	4,37	421,550	12,25	458,448	8,75
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	109,001	-1,52	104,921	-3,74	79,910	-23,84
• Charges sinistres	484,540	2,99	526,471	8,65	538,358	2,26
• Primes acquises	570,335	8,37	619,959	8,64	690,640	11,40
• Rapports sinistres aux primes Acquises en %	84,96	-4,44	84,92	-0,04	77,95	-6,97

4. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élèvent à 180,733 MD en 2014 contre 137,420 MD en 2013 et 120,946 MD en 2012 soit une augmentation de 31,52% par rapport à 2013.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 26,17% en 2014 contre 22,16% en 2013 et 21,21% en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 25,57 % en 2014 (11,85 % pour les frais d'acquisitions et 13,72% pour les charges de gestion) contre 21,42% en 2013 (10,54% pour les frais d'acquisitions et 10,88% pour les charges de gestion) et 20,58% en 2012 (10,23% pour les frais d'acquisitions et 10,35 % pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

En MD

	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	60,119	10,23	15,11	67,624	10,54	12,48	83,749	11,85	23,85
Autres charges de gestions nettes	60,827	10,35	24,51	69,796	10,88	14,75	96,984	13,72	38,95
TOTAL	120,946	20,58	19,65	137,420	21,42	13,62	180,733	25,57	31,52

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 104,12% en 2014 contre 107,09% en 2013 et 106,17% en 2012. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 2,97.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 101,82% en 2014 contre 103,49% en 2013 et 103,02% en 2012.

5- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 158,390 MD en 2014 contre un excédent de 100,665 MD en 2013 et un excédent de 84,872 MD en 2012.

Les frais de gestion s'élève à 180,733 MD en 2014 contre 137,420 MD en 2013 et 120,946 MD en 2012.

Le solde financier est passé de 49,519 MD en 2012 à 56,991 MD en 2013 et à 69,042 MD en 2014, soit une augmentation de 21,15%.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 16,154 MD en 2014 contre un déficit de 5,213 MD en 2013 et un déficit de 15,732 MD en 2012.

Ainsi, le résultat technique net dégage un excédent de 30,545 MD en 2014 contre un excédent de 15,023 MD en 2013 et un déficit de 2,286 MD en 2012. Il représente 4,32% des primes émises en 2014.

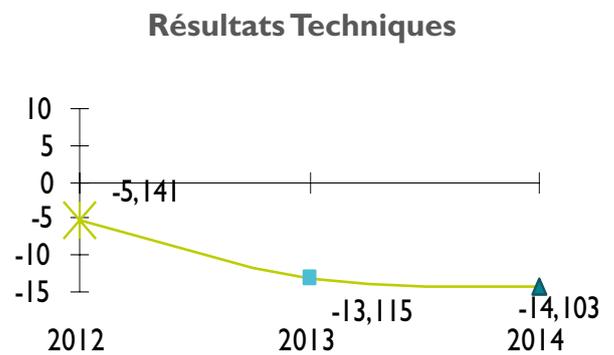
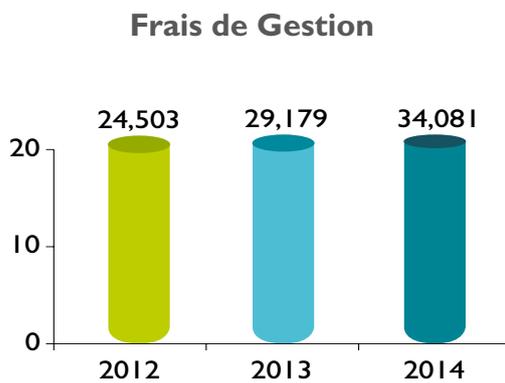
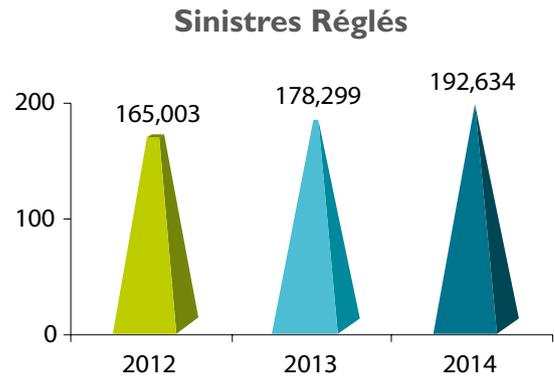
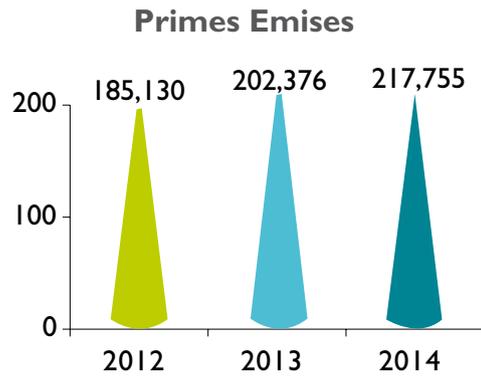
Compte d'exploitation de la branche automobile

En DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	690 639 612
• Primes émises	706 943 439
• Variation des provisions pour primes non acquises	-16 303 827
• Charge de prestation	-532 250 084
• Prestation et frais payés	-458 447 549
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-79 909 747
• Provisions pour égalisation et équilibrage	-35 261
• Autres charges techniques	6 142 473
SOLDE DE SOUSCRIPTION	158 389 528
CHARGE DE GESTION	-180 732 802
SOLDE FINANCIER	69 042 041
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-16 153 606
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	30 545 161

II. L'Assurance Groupe Maladie

En MD



I. Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 217,755 MD contre 202,376 MD en 2013 et 185,130 MD en 2012, soit un taux de croissance de 7,60 % en 2014.

La part des primes de l'assurance groupe maladie dans les émissions totales représente en 2014 un taux de 13,99% contre 14,33% en 2013 et 14,40% en 2012.

I.a. Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2012	En %	2013	EN %	2014	EN %
1. STAR	65 040 176	35,13	72 488 472	35,82	74 506 828	34,22
2. MAGHREBIA	22 440 167	12,12	27 399 732	13,54	32 035 909	14,71
3. GAT	18 031 310	9,74	20 050 568	9,91	23 609 125	10,84
4. ASTREE	20 382 680	11,01	18 410 099	9,10	21 055 410	9,67
5. COMAR	11 937 929	6,45	14 681 580	7,25	13 718 356	6,30
6. ASS-BIAT	11 433 515	6,18	12 080 118	5,97	12 382 001	5,69
7. CARTE	7 513 827	4,06	9 585 743	4,74	10 566 196	4,85
8. SALIM	7 341 363	3,97	7 494 526	3,70	8 454 816	3,88
9. G.CTAMA	8 861 338	4,79	7 230 909	3,57	7 128 602	3,27
10. LLOYD	5 606 655	3,03	6 229 274	3,08	6 475 379	2,97
11. AMI	5 741 484	3,10	5 593 142	2,76	5 444 648	2,50
12. MAE	799 864	0,43	1 033 278	0,51	1 290 403	0,59
13. ZITOUNA.TAK	-	-	98 628	0,05	990 583	0,46
14. At-TAKAFULIA	-	-	-	-	97 227	0,05
TOTAL	185 130 308	100	202 376 069	100	217 755 483	100
TAUX DE CROISSANCE	10,47		9,32		7,60	
En % du C.A. TOTAL	14,40		14,33		13,99	

I. b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR	58,26	STAR	59,27	STAR	59,77
MAGHREBIA					
ASTREE		GAT			

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 58,26% en 2012 et 59,27% en 2013 à 59,77% en 2014.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2014 ont atteint le montant de 192,634 MD contre 178,299 MD en 2013 et 165,003 MD en 2012 enregistrant une augmentation de 8,04% en 2014.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13 %
1- STAR	59 051 696	63 240 570	35,47	64 702 981	33,59	2,31
2- MAGHREBIA	22 326 228	23 665 017	13,27	27 744 169	14,40	17,24
3- GAT	15 779 004	17 943 758	10,06	21 003 760	10,90	17,05
4- ASTREE	16 608 104	16 635 581	9,33	19 575 728	10,16	17,67
5- COMAR	12 253 635	13 466 893	7,55	12 497 407	6,49	-7,20
6- ASS.BIAT	8 683 696	10 393 464	5,83	10 109 170	5,25	-2,74
7- G.CTAMA	9 292 019	9 293 643	5,21	9 222 671	4,79	-0,76
8- CARTE	6 215 552	7 525 194	4,22	8 762 756	4,55	16,45
9- LLOYD	4 366 744	5 175 158	2,90	6 337 932	3,29	22,47
10-SALIM	5 264 221	5 392 956	3,02	5 800 198	3,01	7,55
11- AMI	4 714 063	4 997 173	2,80	5 212 170	2,71	4,30
12- ZITOUNA.TAK	448 047	88 208	0,06	985 765	0,51	1017,55
13- MAE	-	481 827	0,28	618 538	0,32	28,37
14- At-TAKAFULIA				61 215	0,03	-
TOTAL	165 003 009	178 299 442	100	192 634 460	100	8,04

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une diminution en 2014 passant ainsi de 0,566 MD en 2012 à 7,533 MD en 2013 et à 2,159 MD en 2014.

Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 2,30% passant de 89,43% en 2012 à 91,95% en 2013 et à 89,66 MD en 2014.

EN MD

	2012	Variat° %	2013	Variat° %	2014	Variat° %
• Sinistres payés net de recours	165,003	16,58	178,299	8,06	192 634	8,04
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	0,566	-41,41	7,533	1230	2 159	-71,34
• Charges sinistres	165,569	16,19	185,832	12,24	194 793	4,82
• Primes acquises	185,275	10,56	202,099	9,08	217 268	7,51
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	89,36	5,10	91,95	2,59	89,66	-2,30

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élèvent à 34,081 MD en 2014 contre 29,179 MD en 2013 et 24,503 MD en 2012 enregistrant une augmentation de 16,80% en 2014.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 15,65% en 2014 contre 14,44% en 2013 et 13,23% en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 15,65% en 2014 (6,05% pour les frais d'acquisition et 9,60% pour les charges de gestion) contre 14,42% en 2013 (5,77% pour les frais d'acquisition et 8,64% pour les charges de gestion) et 13,24% en 2012 (5,91% pour les frais d'acquisition et 7,32% pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises
EN MD

	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	10,944	5,91	13,67	11,686	5,77	6,78	13,184	6,05	12,82
Autres charges de gestions nettes	13,559	7,32	30,79	17,493	8,64	29,01	20,897	9,60	19,46
TOTAL	24,503	13,24	22,55	29,179	14,42	19,08	34,081	15,65	16,80

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 105,35% en 2014 contre 106,27% en 2013 et 102,59% en 2012. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est amélioré de 0,92.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 105,11% en 2014 contre 106,25% en 2013 et 102,67% en 2012.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 21,078 MD en 2014 contre 16,546 MD en 2013 et 19,030 MD en 2012.

Les frais de gestion s'élève à 34,081 MD en 2014 contre 29,179 MD en 2013 et 24,503 MD en 2012.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde de 1,987 MD en 2014 contre 1,911 MD en 2013 et 2,007 MD en 2012.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 3,088 MD en 2014 contre un déficit de 2,393 MD en 2013 et un déficit de 1,674 MD en 2012.

Le résultat technique net dégage un déficit de 14,103 MD en 2014 contre un déficit de 13,115 MD en 2013 et un déficit de 5,141 MD en 2012. Il représente (6,48%) des primes émises en 2013.

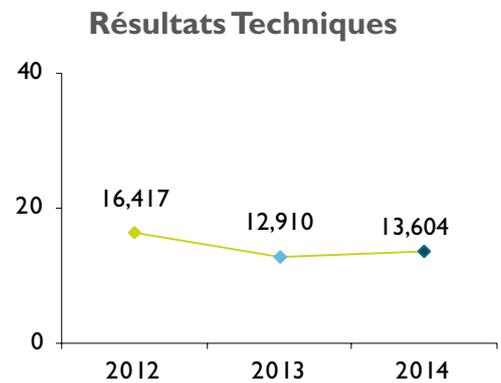
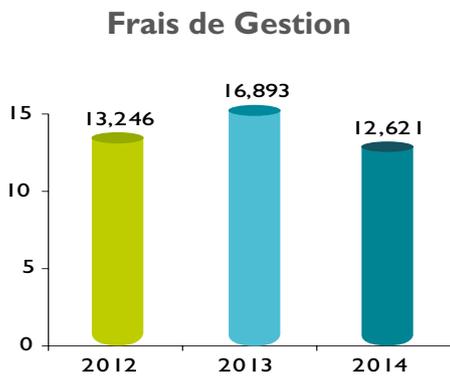
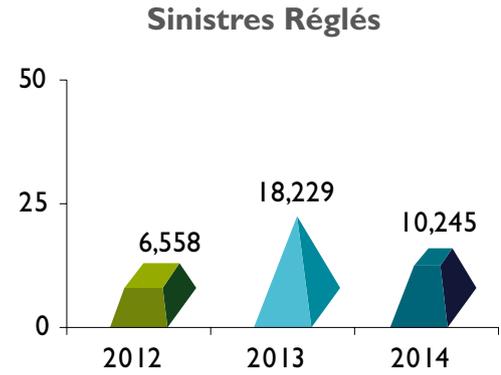
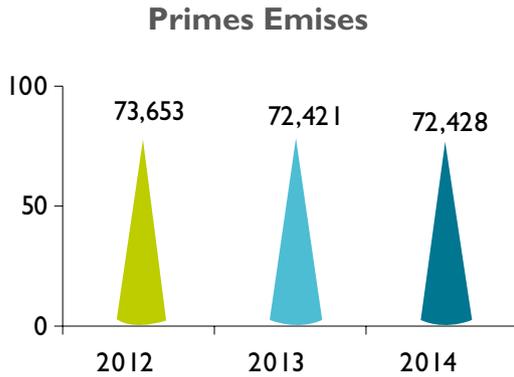
Compte d'exploitation de la branche groupe maladie
EN DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	217 267 925
• Primes émises	217 755 483
• Variation des provisions pour primes non acquises	-487 558
• Charge de prestation	-196 188 297
• Prestation et frais payés	-192 634 460
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-2 158 705
• Provisions pour égalisation et équilibrage	-194 584
• Autres charges techniques	-1 200 548
SOLDE DE SOUSCRIPTION	21 079 628
CHARGE DE GESTION	-34 080 885
SOLDE FINANCIER	1 986 727
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIIONS)	-3 088 047
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	-14 102 577

III. L'Assurance Transport

(TR. Marchandise : Aérien, Terrestre et Maritime), (TR. Corps : Aérien , Terrestre et Maritime) et (RC Aérien et Maritime)

En MD



I. Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 72,428 MD contre 72,421 MD en 2013 et 73,653 MD en 2012, soit une légère augmentation de 0,01% en 2014.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 4,65% en 2014 contre 5,13% en 2013 et 5,73% en 2012.

I.a. Les primes émises par entreprises en assurance transport sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2012	En %	2013	En %	2014	En %
1. STAR	15 465 938	21,00	13 701 693	18,92	12 838 227	17,73
2. GAT	9 510 123	12,91	9 773 488	13,50	11 122 112	15,36
3. ASTREE	10 999 092	14,93	12 415 337	17,14	9 338 991	12,89
4. COMAR	8 786 981	11,93	10 311 042	14,24	8 695 381	12,01
5. CARTE	9 390 860	12,75	9 506 802	13,13	8 632 158	11,92
6. ASS.BIAT	6 394 331	8,68	3 328 579	4,60	5 920 426	8,17
7. MAGHREBIA	4 929 377	6,69	4 547 200	6,28	4 381 965	6,05
8. LLOYD	2 482 381	3,37	2 613 155	3,61	3 281 394	4,53
9. SALIM	1 759 698	2,39	2 197 469	3,03	2 591 429	3,58
10. G/CTAMA	1 686 502	2,29	1 456 924	2,01	1 398 129	1,93
11. AMI	1 507 494	2,05	1 412 643	1,95	1 845 272	2,55
12. M A E	728 579	0,99	696 327	0,96	1 048 075	1,45
13. ZITOUNA.TAK	1 959	0,02	460 385	0,64	971 347	1,33
14. EI AMANA.TAK	-	-	-	-	216 227	0,30
15. At-TAKAFULIA	-	-	-	-	146 644	0,20
TOTAL	73 653 315	100	72 421 044	100	72 427 777	100
TAUX DE CROISSANCE %	0,23		-1,67		0,01	
En % des P.TOTALES	5,73		5,13		4,65	

I.b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
ASTREE	48,84	ASTREE	50,30	GAT	45,98
GAT		COMAR		ASTREE	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 48,84 en 2012 et 50,30 en 2013 à 45,98 en 2014.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2014 ont atteint le montant de 10,245 MD contre 18,229 MD en 2013 et 6,558 MD en 2012 enregistrant une forte diminution de 43,80% en 2014.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13
1- STAR	-2 919 053	6 580 713	36,10	2 106 877	20,56	-67,98
2- GAT	1 260 004	2 522 697	13,84	1 807 543	17,64	-28,35
3- COMAR	792 317	2 206 952	12,11	1 626 758	15,88	-26,29
4- ASS.BIAT	627 220	798 050		1 129 884	11,03	41,58
5-LLOYD	822 984	1 225 827	6,72	847 978	8,28	-30,82
6- G/CTAMA	262 511	238 922	5,16	772 532	7,54	223,34
7- MAGHREBIA	639 912	440 936	4,38	682 730	6,66	54,84
8- ASTREE	1 808 501	762 000	4,36	646 950	6,31	-15,10
9- CARTE	2 629 854	794 859	4,32	207 059	2,02	-73,95
10- ZITOUNA.TAK	4 315	152 681	4,26	200 234	1,95	31,15
11- AMI	22 843	787 645	4,18	154 654	1,51	-80,37
12- SALIM	605 635	940 927	2,42	51 992	0,52	-94,47
13- EIAMANA.TAK	-	-	1,31	6 107	0,06	-
14- MAE	0 732	776 499	0,84	3 994	0,04	-99,49
15- ATTAKAFULIA	-	-	-	-	-	-
TOTAL	6 557 775	18 228 707	100	10 245 292	100	-43,80

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 2,974 MD en 2012 et de (-1,289) MD en 2013 12,254 MD en 2014.

Pour la branche transport, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 7,42 passant de 12,41% en 2012 à 23,71 % en 2013 et à 31,14% en 2014.

EN MD

	2012	Variât. %	2013	Variât. %	2014	Variât. %
• Sinistres payés net de recours	6,558	-37,91	18,229	177,97	10,245	-43,80
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	2,974	-322,11	-1,289	-143,34	12,254	-
• Charges sinistres	9,532	3,35	16,940	77,72	24,499	32,82
• Primes acquises	76,814	4,10	71,433	-7,06	72,255	1,15
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	12,41	-0,09	23,71	11,31	31,14	7,42

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 12,621 MD en 2014 contre 16,893 MD en 2013 et 13,246 MD en 2012 soit une baisse de 25,29 % par rapport à 2013.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 17,47% en 2014 contre 23,47% en 2013 et 17,24% en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 17,43% en 2014 (11,04% pour les frais d'acquisition et 6,39% pour les charges de gestion) contre 23,33% en 2013 (10,62% pour les frais d'acquisition et 12,71% pour les charges de gestion) et 17,98% en 2012 (9,50% pour les frais d'acquisition et 8,49% pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

EN MD

	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	6,995	9,50	7,07	7,686	10,62	9,88	7,990	11,04	3,96
Autres charges de gestions nettes	6,251	8,49	12,13	9,207	12,71	47,29	4,631	6,39	-49,70
TOTAL	13,246	17,98	9,40	16,893	23,33	27,53	12,621	17,43	-25,29

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 48,61% en 2014 contre 47,04% en 2013 et 29,65% en 2012. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 1,57.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 48,49% en 2014 contre 46,98% en 2013 et 30,92% en 2012.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 49,378 MD en 2014 contre un excédent de 53,920 MD en 2013 et un excédent de 66,620 MD en 2012.

Les frais de gestion s'élèvent à 12,621 MD en 2014 contre 16,893 MD en 2013 et 13,246 MD en 2012.

Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de 2,980 MD en 2014 contre 2,505 MD en 2013 et 1,085 MD en 2012.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 26,133 MD en 2014 contre un déficit de 26,622 MD en 2013 et un déficit de 38,042 MD en 2012.

Le résultat technique net dégage un excédent de 13,604 MD en 2014 contre 12,910 MD en 2013 et 16,417 MD en 2012. Il représente 18,78% des primes émises en 2014.

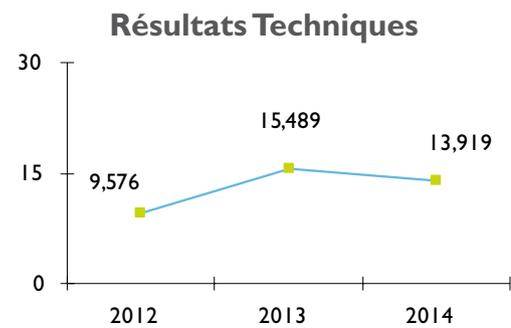
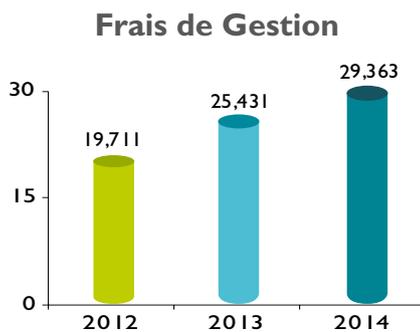
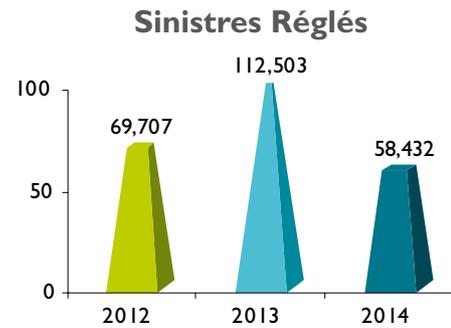
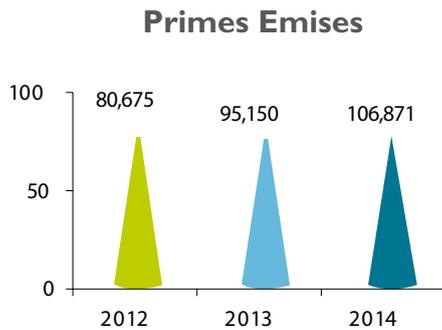
Compte d'exploitation de la branche transport

EN DT

Intitulé	Montant
Primes acquises	72 254 890
Primes émises	72 427 777
Variation des provisions pour primes non acquises	-172 887
Charge de prestation	-22 877 054
Prestation et frais payés	-10 245 292
Variation des provisions pour sinistres à payer	-12 253 614
Provisions pour égalisation et équilibrage	-
Autres charges techniques	-378 148
SOLDE DE SOUSCRIPTION	49 377 836
CHARGE DE GESTION	-12 621 132
SOLDE FINANCIER	2 980 229
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIION)	-26 133 274
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	13 603 659

IV. L'Assurance Incendie

En MD



L'assurance contre l'incendie est régie par les articles 27-28-29 et 30 du code des assurances. En outre, l'article 29 de la loi 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 qui oblige les personnes physiques ou morales exploitant une industrie, un commerce ou un établissement hôtelier à s'assurer contre l'incendie.

I. Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 106,871 MD contre 95,150 MD en 2013 et 80,674 MD en 2012, soit une augmentation de 12.32 % en 2014.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 6,28% en 2012 à 6,74% en 2013 et à 6,87% en 2014.

I. a. Les primes émises par entreprise en assurance incendie sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2012	En %	2013	En %	2014	En %
1. MAGHREBIA	18 223 764	22,59	19 055 735	20,03	19 949 012	18,67
2. COMAR	14 004 230	17,36	14 865 967	15,62	16 708 535	15,63
3. STAR	9 888 694	12,26	11 305 604	11,88	15 391 940	14,40
4. GAT	10 051 329	12,46	13 026 163	13,69	14 075 434	13,17
5. ASTREE	9 174 088	11,37	10 815 832	11,37	12 323 428	11,53
6. ASS.BIAT	4 704 344	5,83	6 834 233	7,18	7 412 606	6,94
7. CARTE	5 580 934	6,92	6 764 785	7,11	6 518 312	6,10
8. LLOYD	3 847 864	4,77	5 666 831	5,96	5 111 071	4,78
9. SALIM	1 743 294	2,16	2 262 168	2,38	3 218 200	3,01
10. G/CTAMA	2 215 177	2,75	2 202 323	2,31	2 227 099	2,08
11. ZITOUNA.TAKAFUL	26 408	0,03	842 772	0,89	1 661 322	1,55
12. AMI	940 252	1,17	1 307 522	1,37	1 269 829	1,19
13. EL AMANA.TAKAFUL	-	-	1 879	-	640 335	0,60
14. MAE	273 742	0,34	198 646	0,21	188 280	0,18
15. At-TAKAFULIA	-	-	-	-	175 730	0,17
TOTAL	80 674 120	100	95 150 460	100	106 871 133	100
TAUX DE CROISSANCE En %	13,83		17,94		12,32	
En % des P.TOTAL	6,28		6,74		6,87	

I. b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA	52,41	MAGHREBIA	49,33	MAGHREBIA	48,70
COMAR					
GAT					

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de à 52,41% en 2012 à 49,33% en 2013 et à 48,70% en 2014.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2014 ont atteint 58,432 MD contre 112,503 MD en 2012 et 69,707 MD en 2013, enregistrant ainsi une baisse de 48,06% par rapport à 2013.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13 %
1- COMAR	4 286 161	7 607 829	6,76	16 854 944	28,85	121,55
2- STAR	3 226 064	11 027 235	9,80	13 410 765	22,95	21,61
3- GAT	10 048 901	38 810 578	34,50	9 362 491	16,02	-75,88
4- ASTREE	7 075 632	23 920 555	21,26	4 201 709	7,19	-82,43
5- LLOYD	10 597 863	17 546 538	15,60	4 145 431	7,09	-76,37
6- MAGHREBIA	17 386 464	3 967 647	3,53	3 600 535	6,16	-9,25
7- CARTE	10 428 238	2 875 634	2,56	3 388 635	5,80	17,84
8- ASS.BIAT	5 917 196	4 019 613	3,57	1 626 380	2,78	-59,54
9- G/CTAMA	505 119	2 248 640	2,00	690 795	1,18	-69,28
10- ZITOUNA.TAK	3 974	60 392	0,05	405 687	0,69	571,76
11- AMI	57 923	113 389	0,10	386 967	0,66	241,27
12- SALIM	163 305	300 782	0,27	296 657	0,51	-1,37
13- EI AMANA.TAK	-	-	-	26 310	0,05	-
14- At-TAKAFULIA	-	-	-	20 193	0,04	-
15- MAE	10 587	3 917	-	14 902	0,03	280,44
TOTAL	69 707 427	112 502 749	100	58 432 401	100	48,06

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de (-3,219 MD) en 2012 et de (-76,087) MD en 2013 à (-12,278) MD en 2014.

Pour la branche incendie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 3,31 passant de 85,42% en 2012 et de 40,20% en 2013 à 43,51% en 2014.

EN MD

	2012	Variation En %	2013	Variation En %	2014	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	69 707	-33,81	112,503	61,39	58,432	-48,06
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-3 219	-102,85	-76,087	-	-12,278	-83,86
• Charges sinistres	66 488	-69,53	36,416	-45,23	46,154	26,74
• Primes acquises	77 839	11,15	90,576	16,36	106,074	17,11
• Rapport sinistres aux primes Acquises en %	85,42	226,20	40,20	-45,21	43,51	3,31

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 29,363 MD en 2014 contre 25,431 MD en 2013 et 19,711 MD en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 27,68% en 2014 contre 28,05% en 2013 et 25,32% en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élèvent à 27,48% en 2014 (16,03% pour les frais d'acquisition et 11,45% pour les charges de gestion) contre 26,73% en 2013 (14,70% pour les frais d'acquisition et 12,03% pour les charges de gestion) et 24,43% en 2012 (14,46% pour les frais d'acquisition et 9,98% pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

EN MD

	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	11 662	14,46	11,68	13,986	14,70	19,93	17,130	16,03	22,48
Autres charges de Gestions nettes	8 049	9,98	16,10	11,445	12,03	42,19	12,233	11,45	6,89
TOTAL	19 711	24,43	13,44	25,431	26,73	29,02	29,363	27,48	15,46

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 71,19% en 2014 contre 68,28% en 2013 et 110,74% en 2012.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 70,67% en 2014 contre 65,00% en 2013 et 106,67% en 2012.

5. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 67,207 MD en 2014 contre un excédent de 57,342 MD en 2013 et excédent de 9,264 MD en 2012.

Les frais de gestion s'élèvent à 29,363 MD en 2014 contre 25,431 MD en 2013 et 19,711 MD en 2012.

Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 6,216 MD en 2014 contre 7,711 MD en 2013 et 6,446 MD en 2012.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré en 2014 passant d'un excédent de 13,576 MD en 2012 à un déficit de 24,134 MD en 2013 et à un déficit de 30,140 MD en 2014.

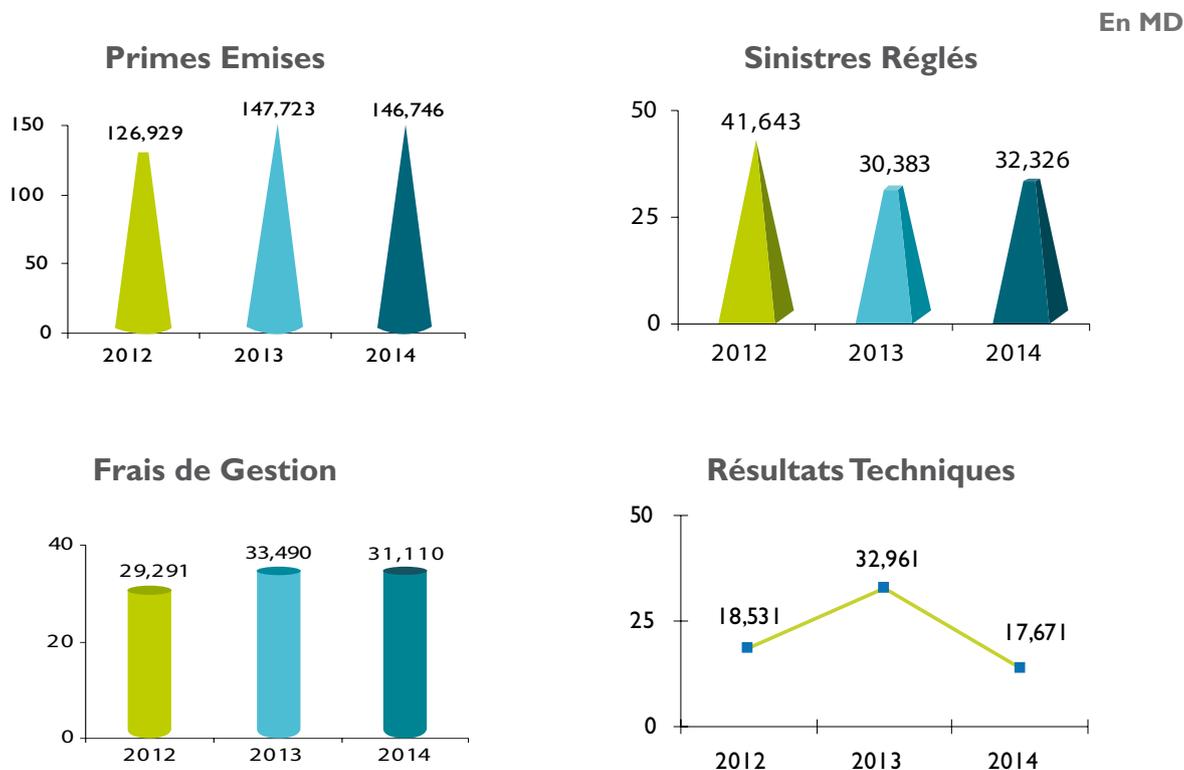
Ainsi le résultat technique dégage un excédent de 13,919 MD en 2014 contre 15,489 MD en 2013 et 9,576 MD en 2012. Il représente 13,02% des primes émises en 2014.

EN DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	106 073 755
• Primes émises	106 871 133
• Variation des provisions pour primes non acquises	-797 378
• Charge de prestation	-38 866 849
• Prestation et frais payés	-58 432 401
• Variation des provisions pour sinistres à payer	12 277 540
• Provision pour égalisation et équilibrage	4 047 006
• Autres charges techniques	3 241 006
SOLDE DE SOUSCRIPTION	67 206 906
CHARGE DE GESTION	-29 363 421
SOLDE FINANCIER	6 215 682
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-30 139 766
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	13 919 401

V. Assurance Risques Divers

[RC construction ; Dom .ouvrage ; RC générale ; Autres dommages aux biens ; perte pécuniaires, Assistance à l'étranger ; Autres assistances ; Autres accidents corporels]



I. Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises de la branche des risques divers s'élève à 146,746 MD contre 147,723 MD en 2013 et 126,929 MD en 2012, soit une légère baisse de 0,66% en 2013.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 9,43% en 2014 contre 10,46% en 2013 et 9,87% en 2012.

I. a. Les primes émises par entreprise en assurance risques divers sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2012	En %	2013	En %	2014	En %
1. CARTE	24 635 885	19,41	30 015 515	20,32	31 072 871	21,17
2. MAGHREBIA	22 290 907	17,56	25 652 686	17,37	23 480 075	16,00
3. STAR	16 469 972	12,98	18 633 295	12,61	19 580 637	13,34
4. COMAR	13 602 755	10,72	15 659 808	10,60	16 464 389	11,34
5. GAT	15 715 770	12,38	18 497 040	12,52	11 653 970	7,94
6. LLOYD	5 927 434	4,67	7 361 723	4,98	9 659 627	6,58
7. ASTREE	8 437 672	6,65	7 641 314	5,17	8 725 390	5,95
8. G.CTAMA	8 307 082	6,54	9 327 119	6,31	7 908 403	5,39
9. ASS.BIAT	4 970 831	3,92	7 080 472	4,79	6 929 539	4,72
10. MAE	2 638 005	2,08	2 823 992	1,91	4 096 052	2,79
11. SALIM	1 979 611	1,56	2 387 639	1,62	3 573 538	2,44
12. AMI	1 947 436	1,53	2 200 094	1,49	2 007 273	1,37
13. ZITOUNA.TAK	6 004	-	435 531	0,29	1 058 115	0,72
14. At-TAKAFULIA	-	-	-	-	287 505	0,20
15. EI AMANA.TAK	-	-	6 754	0,00	66 807	0,05
TOTAL	126 929 364	100	147 722 982	100	146 746 191	100
TAUX DE CROISSANCE En %	4,25		16,38		-0,66	
En % des P.TOTAL	9,87		10,46		9,43	

I. b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
CARTE		CARTE		CARTE	
MAGHREBIA	49,95	MAGHREBIA	50,30	MAGHREBIA	50,51
STAR		STAR		STAR	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques divers est passée de 49,95% en 2012 à 50,30% en 2013 et à 50,51% en 2014.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2014 ont atteint le montant de 32,326 MD contre 30,383 MD en 2013 et 41,643 MD en 2012 enregistrant ainsi une augmentation de 6,40% en 2014.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13 en %
1. STAR	5 763 329	8 007 329	26,35	8 679 405	26,85	8,39
2. MAGHREBIA	8 499 023	6 304 629	20,75	5 074 132	15,70	-19,52
3. CARTE	13 531 648	2 682 423	8,83	4 071 904	12,60	51,80
4. COMAR	3 509 102	3 342 156	11,00	3 359 953	10,39	0,53
5. ASS.BIAT	4 019 460	2 339 338	7,70	3 114 410	9,63	33,13
6. LLOYD	2 868 917	1 505 792	4,96	2 624 122	8,12	74,27
7. GAT	1 225 999	3 375 818	11,11	2 415 923	7,47	-28,43
8. ASTREE	1 259 651	1 137 681	3,74	1 085 274	3,36	-4,61
9. SALIM	266 590	658 183	2,17	888 557	2,75	35,00
10. G/ CTAMA	199 276	580 385	1,90	650 791	2,01	12,13
11. AMI	397 279	247 822	0,82	169 502	0,52	-31,60
12. MAE	101 436	165 858	0,55	115 611	0,36	-30,30
13. ZITOUNA.TAK	1 683	35 729	0,12	70 594	0,22	97,58
14. At-TAKAFULIA	-	-	-	3 987	0,01	-
15. El AMANA.Tak.	-	-	-	1 996	0,01	-
TOTAL	41 643 393	30 383 143	100	32 326 161	100	6,40

La dotation à la provision pour sinistres à payer a passée de (-6,347) MD en 2012 et de 9,785 MD en 2013 à 9,832 MD en 2014.

Pour la branche risques divers le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 1,90 passant de 28,26% en 2012 et 28,01% en 2013 à 29,91% en 2014.

EN MD

	2012	Variation En %	2013	Variation En %	2014	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	41,643	16,24	30,383	-27,04	32,326	6,40
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-6,347	-101,81	9,785	-254,17	9,832	0,48
• Charges sinistres	35,296	-90,87	40,168	13,80	42,158	4,95
• Primes acquises	124,916	3,41	143,397	14,79	140,952	-1,71
• Rapport sinistres aux primes acquises	28,26	-29,80	28,01	-0,24	29,91	1,90

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques divers s'élèvent à 31,110 MD en 2014 contre 33,490 MD en 2013 et 29,291 MD en 2012. Soit une baisse de 7,11% en 2014.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 22,07 % en 2014 contre 23,35% en 2013 et 23,45% en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 21,20% en 2014 (11,45% pour les frais d'acquisition et 9,75 % pour les charges de gestion) contre 22,67% en 2013 (11,24% pour les frais d'acquisition et 11,43 % pour les charges de gestion) et 23,07% en 2012 (10,69% pour les frais d'acquisition et 12,38% pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

EN MD

	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	13,575	10,69	6,69	16,602	11,24	22,30	16,804	11,45	1,22
Autres charges de Gestion nettes	15,716	12,38	27,05	16,888	11,43	7,46	14,306	9,75	-15,29
TOTAL	29,291	23,07	16,73	33,490	22,67	14,34	31,110	21,20	-7,11

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 51,98% en 2013 contre 51,34% en 2013 et 51,71% en 2012. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 0,64.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 49,93% en 2014 contre 49,86% en 2013 et 50,89% en 2012.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 97,710 MD en 2014 contre un excédent de 104,457 MD en 2013 et un excédent de 89,823 MD en 2012.

Les frais de gestion sont passés de 29,291 MD en 2012 et de 33,490 MD en 2013 à 31,110 MD en 2014.

Le solde financier dégage un résultat de 8,142 MD en 2014 contre 8,693 MD en 2013 et 7,146 MD en 2012.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré, passant d'un déficit de 49,147 MD en 2012 et un déficit de 46,699 MD en 2013 à un déficit de 57,071 MD en 2014.

Le résultat technique net est excédentaire de 17,671 MD en 2014 contre 32,961 MD en 2013 et 18,531 MD en 2012. Il représente 12,04% des primes émises en 2014.

Compte d'exploitation de la branche risques divers

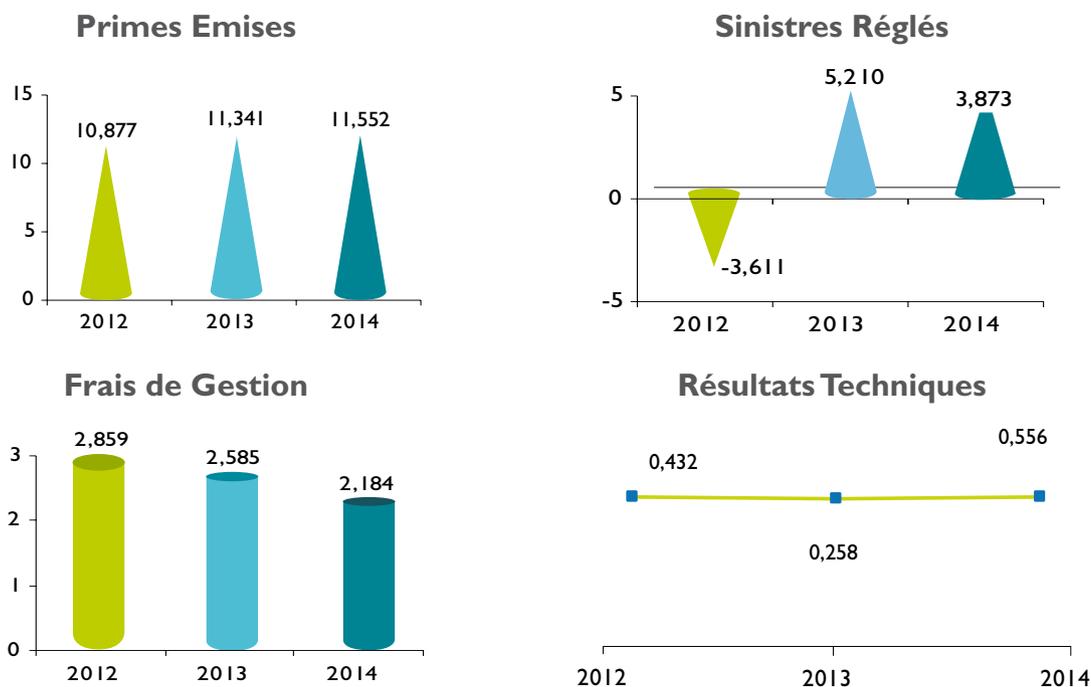
EN DT

INTITULÉ	MONTANT
• Primes acquises	140 951 511
• Primes émises	146 746 191
• Variation des provisions pour primes non acquises	-5 794 680
• Charge de prestation	-43 241 415
• Prestation et frais Payés	-32 326 161
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-9 831 629
• Provision pour égalisation et équilibrage	0
• Autres charges techniques	-1 083 625
SOLDE DE SOUSCRIPTION	97 710 096
CHARGE DE GESTION	-31 109 905
SOLDE FINANCIER	8 141 776
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIIONS)	-57 071 274
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	17 670 693

VI. Assurance Crédit

[Assurance des crédits à l'exportation ; Assurances caution et Assurances des autres crédits]

En MD



I. Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises en assurance crédit s'élève à 11,552 MD contre 11,341 MD en 2013 et 10,877 MD en 2012, enregistrant ainsi une augmentation de 1,86% en 2014.

La part des primes de l'assurance crédit dans les émissions totales représente 0,74 % en 2014 contre 0,80% en 2013 et 0,85% en 2012.

I.a. Les primes émises par entreprises en assurance crédit sont retracées dans le tableau ci- après :

Intitulé	2012	En %	2013	En %	2014	En %
1. COTUNACE	9 527 547	87,59	9 842 640	86,79	9 635 418	83,41
2. ASTREE	845 246	7,77	844 445	7,45	850 130	7,36
3. COMAR	411 747	3,79	573 378	5,05	713 561	6,18
4. CARTE	81 663	0,75	80 097	0,71	346 239	3,00
5. ASS.BIAT	10 994	0,10	-	-	6 222	0,05
TOTAL	10 877 197	100	11 340 560	100	11 551 570	100
TAUX DE CROISSANCE En %	14,97		4,26		1,86	
En % des P.TOTALES	0,85		0,80		0,74	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2014 ont atteint le montant de 3,873 MD contre 5,210 MD en 2013 et (-3,612) MD en 2012 enregistrant ainsi une baisse de 25,67% en 2014.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

EN DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13%
1. COTUNACE	-4 039 044	4 251 894	81,60	4 268 002	110,21	0,38
2. COMAR	-	822 206	15,78	-433 850	-11,20	-152,77
3. ASTREE	76 615	136 342	2,62	34 986	0,90	-74,34
4. CARTE	350 524	-	-	3 317	0,08	-
5. ASS. BIAT	15	-	-	0 218	0,01	-
TOTAL	- 3 611 890	5 210 442	100	3 872 673	100	-25,67

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 0,116 MD en 2012, à 0,152 MD en 2013 et à 0,241 MD en 2014.

Pour la branche crédit le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 12,25 passant de (-31,33%) en 2012 et de 47,80% en 2013 à 35,55% en 2014.

EN MD

	2012	2013	Variation En %	2014	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	-3,612	5,210	244,24	3,873	-25,66
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	0,116	0,152	31,03	0,241	58,55
• Charges sinistres	-3,496	5,362	253,38	4,114	-23,27
• Primes acquises	11,158	11,217	0,53	11,574	3,18
• Rapports sinistres aux primes Acquises en %	-31,33	47,80	79,13	35,55	-12,25

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit, s'élèvent en 2014 à 2,185 MD contre 2,585 MD en 2013 et 2,859 MD en 2012 soit une baisse de 15,47% par rapport à 2013.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 18,88 % en 2014 contre 23,05% en 2013 et 25,62 % en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 18,91% en 2014 (10,66% pour les frais d'acquisition et 8,25% pour les charges de gestion) contre 22,80% en 2013 (9,78% pour les frais d'acquisition et 13,02% pour les charges de gestion) contre 26,29% en 2012 (11,34% pour les frais d'acquisition et 14,95% pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion Rapportés aux primes émises

EN MD

	2012		2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.
Frais d'acquisition	1 233	11,34	1,109	9,78	-10,06	1,232	10,66	11,09
Autres charges de gestions nettes	1 626	14,95	1,476	13,02	-9,23	0,953	8,25	-35,43
TOTAL	2 859	26,29	2,585	22,80	-9,58	2,185	18,91	-15,47

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 5,140 MD en 2014 contre un excédent de 4,358 MD en 2012 et un excédent de 12,847 MD en 2012.

Les frais de gestion sont passés de 2,859 MD en 2012 à 2,585 MD en 2013 et à 2,184 MD en 2014.

Le solde financier est passé de 0,182 MD en 2012, à 0,488 MD en 2013 et à 0,597 MD en 2014.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 9,738 MD en 2012 et d'un déficit de 2,004 MD en 2013 et à un déficit de 2,996 MD en 2014.

Ainsi le résultat technique net s'est soldé par un excédent de 0,556 MD en 2014 contre 0,258 MD en 2013 et 0,432 MD en 2012. Il représente 4,81% des primes émises en 2014.

Compte d'exploitation de la branche crédit

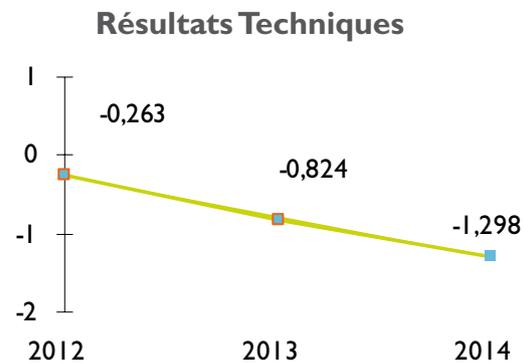
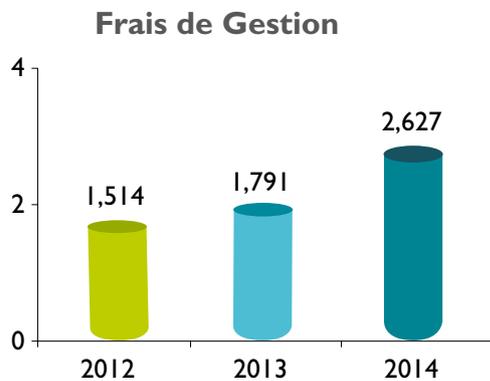
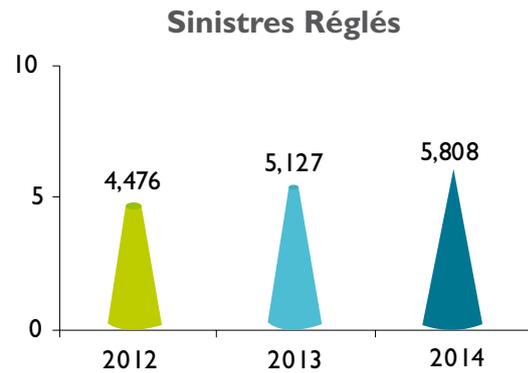
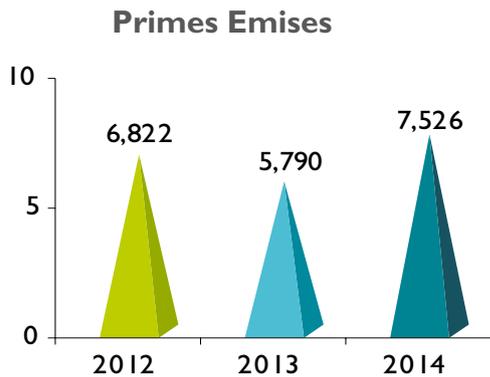
EN DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	11 574 378
• Primes émises	11 551 570
• Variation des provisions pour primes non acquises	22 808
• Charge de prestation	-6 434 499
• Prestation et frais payés	-3 872 673
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-241 417
• Provisions pour égalisation et équilibrage	-498 813
• Autres charges techniques	-1 821 596
SOLDE DE SOUSCRIPTION	5 139 879
CHARGE DE GESTION	-2 184 449
SOLDE FINANCIER	596 583
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-2 995 945
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	556 068

VII. L'assurance Risques Agricoles

[Grêle ; Mortalité des bétails et Autres assurances agricoles]

En MD



I- Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises en assurance risques agricoles s'élève à 7,526 MD contre 5,790 MD en 2013 et 6,822 MD en 2012, enregistrant ainsi une augmentation de 29,98% en 2014.

La part des primes de l'assurance risques agricoles dans les émissions totales représente 0,48% en 2014 contre 0,41% en 2013 et 0,53% en 2012.

I.a. Les primes émises par entreprise en assurance risques agricoles sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2012	En %	2013	En %	2014	En %
1- G/CTAMA	3 625 212	53,14	3 310 227	57,17	3 432 222	45,60
2- ASTREE	1 657 756	24,30	901 693	15,57	1 965 565	26,12
3. COMAR	876 510	12,85	887 073	15,32	949 847	12,62
4- GAT	506 623	7,42	504 817	8,72	534 863	7,11
5- LLOYD	-	-	-	-	380 841	5,06
6- STAR	155 889	2,29	186 482	3,22	262 838	3,49
TOTAL	6 821 990	100	5 790 292	100	7 526 176	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-6,47		-15,12		29,98	
En % des P.TOTALES	0,53		0,41		0,48	

I.b. La concentration des primes émises des deux premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
G/CTAMA	77,44	G/CTAMA	72,74	G/CTAMA	71,72
ASTREE		ASTREE		ASTREE	

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche risques agricoles durant les trois dernières années est passée de 77,44% en 2012 à 72,74% en 2013 à 71,72% en 2014.

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2014 ont atteint le montant de 5,808 MD contre 5,127 MD en 2013 et 4,476 MD en 2012. Enregistrant ainsi une augmentation de 13,28% en 2014.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13 %
1- G/CTAMA	3 353 617	3 466 551	67,61	3 677 555	63,32	6,09
2-COMAR	494 902	748 656	14,60	804 445	13,85	7,45
3-GAT	169 543	511 739	9,98	490 744	8,45	-4,10
4- ASTREE	377 201	394 304	7,69	437 636	7,53	10,99
5-LLOYD	80 422	5 791	0,12	22 400	0,39	286,81
6- STAR	-	-	-	375 466	6,46	-
TOTAL	4 475 685	5 127 041	100	5 808 246	100	13,28

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 1,404 MD en 2012 et à (- 0,437) MD en 2013 et à (- 1,064) MD en 2014.

Pour la branche risques agricoles le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 86,93% en 2012 et 79,65% en 2013 à 66,06% en 2014.

EN MD

	2012	Variation En %	2013	Variation En %	2014	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	4,476	-42,41	5 127	14,54	5,808	13,28
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	1,404	-10,23	-0,437	-131,13	-1,064	143,48
• Charges sinistres	5,880	-37,02	4,690	-20,24	4,744	1,15
• Primes acquises	6,764	-8,11	5,888	-12,95	7,181	21,96
• Rapport sinistres aux primes Acquises en %	86,93	-39,90	79,65	-7,28	66,06	-13,59

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques agricoles, s'élèvent en 2014 à 2,627 MD contre 1,791 MD en 2013 et 1,514 MD en 2012 soit une augmentation de 46,68% par rapport à 2013.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 36,58 % en 2014 contre 30,04 % en 2013 et 22,38% en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 34,91% en 2014 (16,94% pour les frais d'acquisition et 17,96 % pour les charges de gestion) contre 30,93% en 2013 (15,37% pour les frais d'acquisition et 15,56 % pour les charges de gestion) et 22,20% en 2012 (13,30% pour les frais d'acquisition et 8,90% pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion Rapportés aux primes émises

EN MD

	2012			2013			2014		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	0,907	13,30	12,25	0,890	15,37	-1 ,87	1,275	16,94	43,26
Autres charges de gestion nettes	0,607	8,90	7,82	0,901	15,56	48,43	1,352	17,96	50,06
TOTAL	1,514	22,20	10,43	1,791	30,93	18,30	2,627	34,91	46,68

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 116,23% en 2014 contre 110,07% en 2013 et 109,21% en 2012. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 6,16.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 115,91% en 2014 contre 111,93% en 2013 et 108,38% en 2012.

4-Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 2,172 MD en 2014 contre un excédent de 0,940 MD en 2013 et excédent de 1,800 MD en 2012.

Les frais de gestion sont passés de 1,514 MD en 2012, à 1,791 MD en 2013 et à 2,627 MD en 2014.

Le solde financier est passé de 0,534 MD en 2012, à 0,483 MD en 2013 et à 0,280 MD en 2014.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 1,083 MD en 2012 et un déficit de 0,456 MD en 2013 à un déficit de 1,123 MD en 2014.

Ainsi le résultat technique net s'est soldé par un déficit de 1,298 MD en 2014 contre un déficit de 0,824 MD en 2013 et un déficit de 0,263 MD en 2012. Il représente 17,24% des primes émises en 2013.

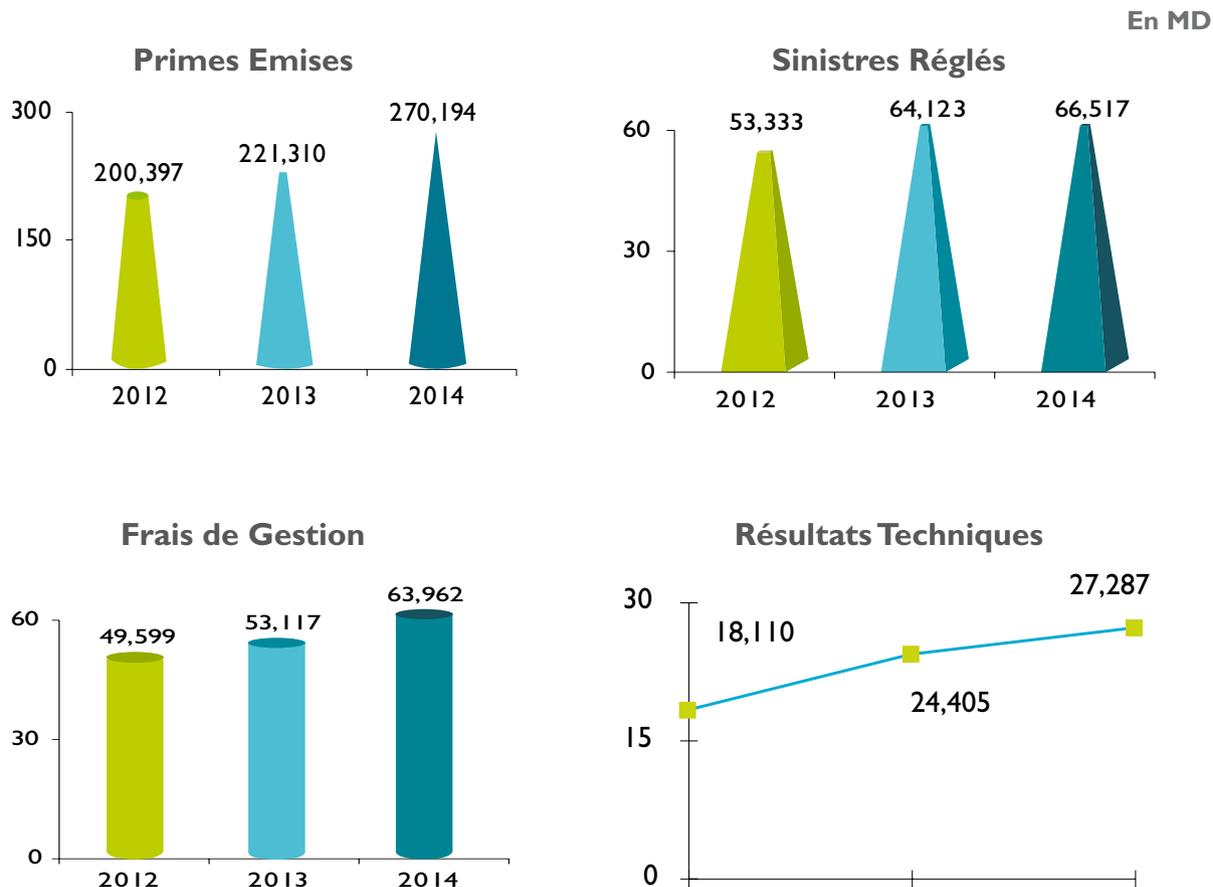
Compte d'exploitation de la branche agricole

EN DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	7 181 420
• Primes émises	7 526 176
• Variation des provisions pour primes non acquises	-344 756
• Charge de prestation	-5 009 708
• Prestation et frais payés	-5 808 246
• Variation des provisions pour sinistres à payer	1 063 903
• Provision pour égalisation et équilibrage	-236 150
• Autres charges techniques	-29 215
SOLDE DE SOUSCRIPTION	2 171 712
CHARGE DE GESTION	-2 627 141
SOLDE FINANCIER	280 357
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CSSIONS)	-1 122 540
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	-1 297 612

VIII. L'assurance Vie

[Vie ; Décès, Mixte, Capitalisation et unités de Compte]



I. Les Primes :

En 2014 le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 270,194 MD contre 221,310 MD en 2013 et 200,397 MD en 2012, soit une augmentation de 22,09% en 2014.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 15,59% en 2012 et 15,67% en 2013 à 17,36% en 2014.

I.a. Les primes émises par entreprise en assurance vie sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2012	En %	2013	En %	2014	En %
1. ATTIJARI.ASS	-	-	16 294 032	7,36	40 419 234	14,96
2. MAGHREBIA VIE	34 010 387	16,97	36 431 454	16,46	39 390 071	14,58
3. HAYETT	27 177 655	13,56	27 552 745	12,45	30 556 834	11,31
4. CARTEVIE	28 006 883	13,98	27 127 802	12,26	28 075 685	10,39
5. ASTREE	20 532 953	10,25	23 211 669	10,49	23 622 820	8,74
6. SALIM	20 291 387	10,13	18 536 777	8,38	20 344 074	7,53
7. G.CTAMA	4 933 080	2,46	5 094 819	2,30	20 040 687	7,42
8. ASS-BIAT	19 700 717	9,83	19 429 674	8,78	19 131 899	7,08
9. STAR	9 677 925	4,83	10 174 754	4,60	9 536 701	3,53
10. GAT VIE	4 623 080	2,31	6 356 724	2,87	7 798 944	2,89
11. LLOYD	4 981 017	2,49	5 879 581	2,66	7 724 976	2,86
12. GAT	5 933 597	2,96	5 909 840	2,67	5 776 403	2,14
13. ZITOUNA TAKAFUL	1 503 323	0,75	3 576 657	1,62	4 527 535	1,68
14. AMI	7 926 273	3,96	6 392 121	2,89	4 261 333	1,58
15. COMAR	5 716 649	2,85	5 319 405	2,40	3 933 366	1,46
16. MAE	5 381 345	2,69	4 015 280	1,81	3 878 461	1,44
17. EI AMANA TAKAFUL	-	-	6 588	-	857 291	0,32
18. At-TAKAFULIA	-	-	-	-	317 241	0,12
TOTAL	200 396 271	100	221 309 922	100	270 193 555	100
TAUX DE CROISSANCE En %	13,25		10,44		22,09	
En % des P.TOTALES	15,59		15,67		17,36	

I.b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2012		2013		2014	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA VIE	44,51	MAGHREBIA VIE	41,17	ATTIJARI.ASS	40,85
CARTEVIE		HAYETT		MAGHREBIA VIE	
HAYETT		CARTEVIE		HAYETT	

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 44,51% en 2012 et de 41,17% en 2013 à 40,85% en 2014.

I.c. Les entreprises spécialisées

Entreprises	2012	Entreprises	2013	Entreprises	2014
MAGHREBIA VIE HAYETT CARTE VIE GAT VIE	46,82 %	MAGHREBIA VIE HAYETT CARTE VIE ATTIJARI.ASS GAT VIE	51,40	ATTIJARI.ASS MAGHREBIA VIE HAYETT CARTE VIE GAT VIE	54,12

La part des primes émises des entreprises privées spécialisées en assurance vie est passée durant les trois dernières années de 46,82% en 2012 et de 51,40% en 2013 à 54,12% en 2014.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2014 ont atteint le montant de 66,517 MD contre 64,123 MD en 2013 et 53,333 MD en 2012 enregistrant ainsi une augmentation de 3,73% en 2014.

Les sinistres payés et les capitaux échus par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2012	2013	En %	2014	En %	Evolution 14/13 %
1- HAYETT	6 988 467	8 484 307	13,23	13 143 120	19,76	54,91
2- MAGHREBIA VIE	9 159 663	9 274 721	14,46	12 200 297	18,34	31,54
3- CARTE VIE	8 908 787	9 006 850	14,05	7 421 092	11,16	-17,61
4- ASTREE	5 352 313	14 710 897	22,94	6 252 303	9,40	-57,50
5- ASS.BIAT	4 435 149	5 725 802	8,93	5 503 003	8,27	-3,89
6- SALIM	5 479 767	3 444 452	5,37	4 187 853	6,30	21,58
7- G/CTAMA	1 601 622	1 105 680	1,72	3 306 946	4,97	199,09
8- GAT VIE	1 459 548	2 178 133	3,40	2 718 425	4,09	24,81
9- STAR	2 237 959	2 658 089	4,15	2 549 905	3,83	-4,07
10- ATTIJARI.ASS	-	33 250	0,05	2 195 340	3,30	6502,53
11- GAT	3 172 269	2 267 568	3,54	1 919 657	2,89	-15,34
12- AMI	1 064 701	1 180 904	1,84	1 522 616	2,29	28,94
13- COMAR	1 809 252	1 797 976	2,80	1 217 819	1,83	-32,27
14- MAE	825 124	1 334 285	2,08	1 167 068	1,75	-12,53
15- LLOYD	834 579	857 342	1,34	1 134 836	1,71	32,37
16-ZITOUNA.TAK	3 950	54 122	0,08	70 722	0,11	30,67
17- At-TAKAFULIA	-	-	-	6 470	0,01	-
18- EIAMANA .TAK	-	8 934	0,01	-	-	-
TOTAL	53 333 150	64 123 312	100	66 517 472	100	3,73

La provision mathématique vie s'élève à 767,441 MD en 2014 contre 652,062 MD en 2013 MD et 562,240 MD en 2012, soit une augmentation de 17,69% par rapport à 2013.

EN MD

	2012	2013	Variation En %	2014	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	53,333	64,123	20,23	66,517	3,73
• Variat° Provision pour sinistres à payer	104,563	110,497	5,67	155,267	40,52
• Cadence de règlement en %	33,78	36,72	2,94	29,99	-6,73
• Provision mathématique	562,240	652,062	15,98	767,441	17,69

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 63,962 MD en 2014 contre 53,117 MD en 2013 et 49,599 MD en 2012 soit une augmentation de 20,42% en 2013.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 23,68% en 2014 (16,78% pour les frais d'acquisition et 6,90% pour les charges de gestion contre 24,00% en 2013 (17,65% pour les frais d'acquisition et 6,35% pour les charges de gestion) et 24,75% en 2012 (17,73% pour les frais d'acquisition et 7,02% pour les charges de gestion).

Evolution de L'ensemble des frais de gestion Rapportés aux primes émises

EN MD

	2012		2013			2014		
	Montant	En % des primes émises	Montant	En % des primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	35,532	17,73	39,064	17,65	9,94	45,327	16,78	16,03
Autres charges de gestion nettes	14,067	7,02	14,053	6,35	-0,10	18,635	6,90	32,61
TOTAL	49,599	24,75	53,117	24,00	7,09	63,962	23,68	20,42

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 45,541 MD en 2014 contre 47,282 MD en 2013 et de 40,467 MD en 2012.

Les frais de gestion sont passés de 49,599 MD en 2012 et de 53,117 MD en 2013 à 63,962 MD en 2014.

Le solde financier dégage un résultat de 41,859 MD en 2014 contre 26,867 MD en 2013 et 25,084 MD en 2012.

Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un excédent de 2,158 MD en 2012 et un excédent de 3,373 MD en 2013 à un excédent de 3,849 MD en 2014.

Le résultat technique net est excédentaire de 27,287 MD en 2014 contre 24,405 MD en 2013 et 18,110 MD en 2012. Il représente 10,10% des primes émises en 2014.

Compte d'exploitation de la branche vie

EN DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	270 193 555
• Primes émises	270 193 555
• Variation des provisions pour primes non acquises	0
• Charge de prestation	-224 652 868
• Prestation et frais payés	-66 517 472
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-155 266 554
• Provision pour égalisation et équilibrage	-1 085 442
• Autres charges techniques	-1 783 400
SOLDE DE SOUSCRIPTION	45 540 687
CHARGE DE GESTION	-63 961 507
SOLDE FINANCIER	41 858 948
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIIONS)	3 848 674
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	27 286 802



ANNEXES

- Primes émises par branche et par entreprise
- Sinistres réglés par branche et par entreprise
- Compte d'exploitation par branche (vie & non vie)
- Compte d'exploitation par branche (Affaires directes & Acceptations)
- Tunisian insurance market in 2013
- La liste des entreprises d'assurances.

PRIMES EMISES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES
& ACCEPTATIONS EXERCICE 2014

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Techniques et Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFFDIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR&ACC)
STAR	153 826 939	74 506 828	19 580 637	15 391 940	12 838 227		380 841		9 536 701	286 062 113	2 145 947	288 208 060
COMAR	84 608 564	13 718 356	16 646 389	16 708 535	8 695 381	713 561	949 847		3 933 366	145 973 999	11 498 766	157 472 765
GAT	65 541 399	23 609 125	11 653 970	14 075 434	11 122 112		534 863		5 776 403	132 313 306	612 738	132 926 044
AMI	109 056 981	5 444 648	2 007 273	1 269 829	1 845 272				4 261 333	123 885 336		123 885 336
MAGHREBIA	40 566 527	32 035 909	23 480 075	19 949 012	4 381 965					120 413 488		120 413 488
ASTREE	39 685 107	21 055 410	8 725 390	12 323 428	9 338 991	850 130	1 965 565		23 622 820	117 566 841	351 220	117 918 061
MAE	75 095 817	1 290 403	4 096 052	188 280	1 048 075				3 878 461	85 597 088		85 597 088
CARTE	24 249 439	10 566 196	31 072 871	6 518 312	8 632 158	346 239				81 385 215	354 044	81 739 259
G. CTAMA	31 421 957	7 128 602	7 908 403	2 227 099	1 398 129		3 432 222		20 040 687	73 557 099		73 557 099
LLOYD	36 780 984	6 475 379	9 659 627	5 111 071	3 281 394		262 838		7 724 976	69 296 269	548 163	69 844 432
ASS.BIAT	17 625 964	12 382 001	6 929 539	7 412 606	5 920 426	6 222			19 131 899	69 408 657		69 408 657
SALIM	11 401 061	8 454 816	3 573 538	3 218 200	2 591 429				20 344 074	49 583 118	542 751	50 125 869
ATTIJARI.ASS									40 419 234	40 419 234		40 419 234
MAGHREBIA -VIE									39 390 071	39 390 071		39 390 071
HAYETT									30 556 834	30 556 834		30 556 834
CARTE-VIE									28 075 685	28 075 685		28 075 685
ZITOUNA.TAK	10 095 133	990 583	1 058 115	1 661 322	97 1347				4527535	19 304 035		19 304 035
COTUNAGE												
GATVIE									7 798 944	7 798 944		7 798 944
ELAMANA.TAK	3 510 140		66 807	640 335	21 6227				857 291	5 290 800		5 290 800
AT-TAKAFULIA	3 477 427	97 227	287 505	175 730	146 644				317 241	4 501 774		4 501 774
TOTAL	706 943 439	217 755 483	146 746 191	106 871 133	72 427 777	11 551 570	7 526 176	0	270 193 555	1 540 015 324	16 053 629	1 556 068 953

**SINISTRES REGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES
& ACCEPTATIONS EXERCICE 2014**

	EN DT											
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Techniques et Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFFDIR&ACC)
STAR	98 976 583	64 702 981	8 679 405	13 410 765	2 106 877		375 466	1 381 105	2 549 905	192 133 087	869 039	193 002 126
COMAR	53 239 005	12 497 407	3 359 953	16 854 944	1 626 758	- 433 850	804 445	477 134	1 217 819	89 643 615	6 239 967	95 883 582
GAT	45 864 848	21 003 760	2 415 923	9 362 491	1 807 543		490 744	321 645	1 919 657	83 186 611	776 889	83 963 500
AMI	73 835 294	5 212 170	1 69 502	386 967	154 654				1 522 616	81 281 203		81 281 203
ASTREE	22 194 655	19 575 728	1 085 274	4 201 709	646 950	34 986	437 636	88 703	6 252 303	54 517 944	606 759	55 124 703
CARTE	17 209 607	8 762 756	4 071 904	3 388 635	207 059	3 317		329 536		33 972 814	27 422	34 000 236
MAGHREBIA	21 565 402	27 744 169	5 074 132	3 600 535	682 730			76 311		58 743 279		58 743 279
MAE	47 335 011	618 538	115 611	14 902	3 994				1 167 068	49 255 124		49 255 124
ASS.BIAT	12 734 883	10 109 170	3 114 410	1 626 380	1 129 884	0 218			5 503 003	34 217 948		34 217 948
LLOYD	32 358 218	6 337 932	2 624 122	4 145 431	847 978		22 400	105 657	1 134 836	47 576 574	2 786	47 579 360
SALIM	7 491 947	5 800 198	888 557	296 657	51 992				4 187 853	18 717 204	102 850	18 820 054
ZITOUNA,TAK	1 443 944	985 765	70 594	405 687	200 234				70 722	3 176 946		3 176 946
G/CTAMA	23 674 531	9 222 671	650 791	690 795	772 532		3 677 555	314 456	3 306 946	42 310 277		42 310 277
CARTE-VIE									7 421 092	7 421 092		7 421 092
MAGHREBIA -VIE									12 200 297	12 200 297		12 200 297
HAYETT									13 143 120	13 143 120		13 143 120
COTUNACE						4 268 002				4 268 002		4 268 002
GATVIE									2 718 425	2 718 425		2 718 425
ATTIJARI.ASS									2 195 340	2 195 340		2 195 340
AC-TAKAFULIA	329 107	61 215	3 987	20 193					6 470	420 972		420 972
ELAMANA	244 514		1 996	26 310	6 107					278 927		278 927
TOTAL	458 447 549	192 634 460	32 326 161	58 432 401	10 245 292	3 072 673	5 808 246	3 094 547	66 517 472	831 378 801	8 625 712	840 004 513

COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE
(AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS EN 2014)

	AUTO	GRUPE	R T D	INCENDIE	TRANS- PORT	CREDIT	R-AGRIC	ACC-TRAV	VIE	Soins - Total	ACCEPTATION	TOTAL (AFF. DIR+ACC)
1 primes acquises	690 639 612	217 267 925	140 951 511	106 073 755	72 254 890	11 574 378	7 181 420	0	270 193 555	1 516 137 046	16 278 435	1 532 415 481
2 primes émises	706 943 439	217 755 483	146 746 191	106 871 133	72 427 777	11 551 570	7 526 176	0	270 193 555	1 540 015 324	16 053 629	1 556 068 953
3 variation des provisions pour primes non acquises	-16 303 827	-487 558	-5 794 680	-7 971 378	-172 887	22 808	-344 756	0	0	-23 878 278	224 806	-23 653 472
4 charges de prestations	-532 250 084	-196 188 297	-43 241 415	-38 866 849	-22 877 054	-6 434 499	-5 009 708	-1 870 947	-22 462 868	-1 071 391 721	-7 944 105	-1 079 335 826
5 prestation et frais payés	-458 447 549	-192 634 460	-32 326 161	-58 432 401	-10 245 292	-3 872 673	-5 808 246	-3 094 547	-66 517 472	-831 378 801	-8 625 712	-840 004 513
6 variation de provision pour prestation diverses	-79 909 747	-2 158 705	-9 831 629	12 277 540	-12 253 614	-241 417	1 063 903	139 252	-155 266 554	-246 180 971	863 793	-245 317 178
7 provisions pour égalisation et équilibrage	-35 261	-194 584	0	4 047 006	0	-498 813	-236 150	0	-1 085 442	1 996 756	0	1 996 756
8 autres charges techniques	6 142 473	-1 200 548	-1 083 625	3 241 006	-378 148	-1 821 596	-29 215	1 084 348	-1 783 400	4 171 295	-182 186	3 989 109
9 solde de souscription	158 389 528	21 079 628	97 710 096	67 206 906	49 377 836	5 139 879	2 171 712	-1 870 947	45 540 687	444 745 325	8 334 330	453 079 655
10 frais d'acquisition	-83 749 210	-13 183 825	-16 803 502	-17 130 376	-7 990 471	-1 231 693	-1 275 172	-12 298	-45 326 458	-186 703 005	-927 215	-187 630 220
11 autres charges de gestion nettes	-96 983 592	-20 897 060	-14 306 403	-12 233 045	-4 630 661	-952 756	-1 351 969	-259 088	-18 635 049	-170 249 623	-933 910	-171 183 533
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-180 732 802	-34 080 885	-3 109 905	-29 363 421	-12 621 132	-2 184 449	-2 627 141	-271 386	-63 961 507	-356 952 628	-1 861 125	-358 813 753
13 produits nettes des placements	70 164 065	4 517 206	9 872 437	7 474 573	3 268 560	859 020	416 587	1 492 900	43 884 842	141 950 190	525 126	142 475 316
14 participation aux résultats	-1 122 024	-2 530 479	-1 730 661	-1 258 891	-288 331	-262 437	-136 230	0	-2 025 894	-9 354 947	-9 842	-9 364 789
15 solde financier	69 042 041	1 986 727	8 141 776	6 215 682	2 980 229	596 583	280 357	1 492 900	41 858 948	132 595 243	515 284	133 110 527
16 part réassureurs dans les primes acquises	-74 656 867	-5 788 182	-89 092 182	-82 111 638	-52 432 032	-7 906 173	-4 789 974	8 454	-29 434 106	-346 203 300	-695 183	-346 898 483
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	25 774 182	1 430 538	16 696 412	47 270 259	8 023 796	2 658 994	3 093 334	33 387	6 623 340	111 804 242	328 000	112 132 242
18 part réassureurs dans les charges de provision	16 531 346	121 990	-1 002 663	-17 021 328	10 045 015	-24 638	-307 728	-27 071	13 147 134	21 462 057	23 595	21 485 652
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	0	637 753	724 438	811 709	812 133	153 787	0	0	1 204 085	4 343 905	0	4 343 905
20 commissions reçues des réassureurs	16 312 662	527 031	11 915 260	21 090 587	7 433 518	2 122 085	881 828	0	11 445 462	71 728 433	162 675	71 891 108
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-114 929	-17 177	3 688 061	-179 355	-15 704	0	0	0	662 759	4 023 655	0	4 023 655
22 solde de réassurance	-16 153 606	-3 088 047	-57 071 274	-30 139 766	-26 133 274	-2 995 945	-1 122 540	14 770	3 848 674	-132 841 008	-180 913	-133 021 921
23 résultat technique	30 545 161	-14 102 577	17 670 693	13 919 401	13 603 659	556 068	-1 297 612	-434 663	27 206 802	87 546 932	6 807 576	94 354 508

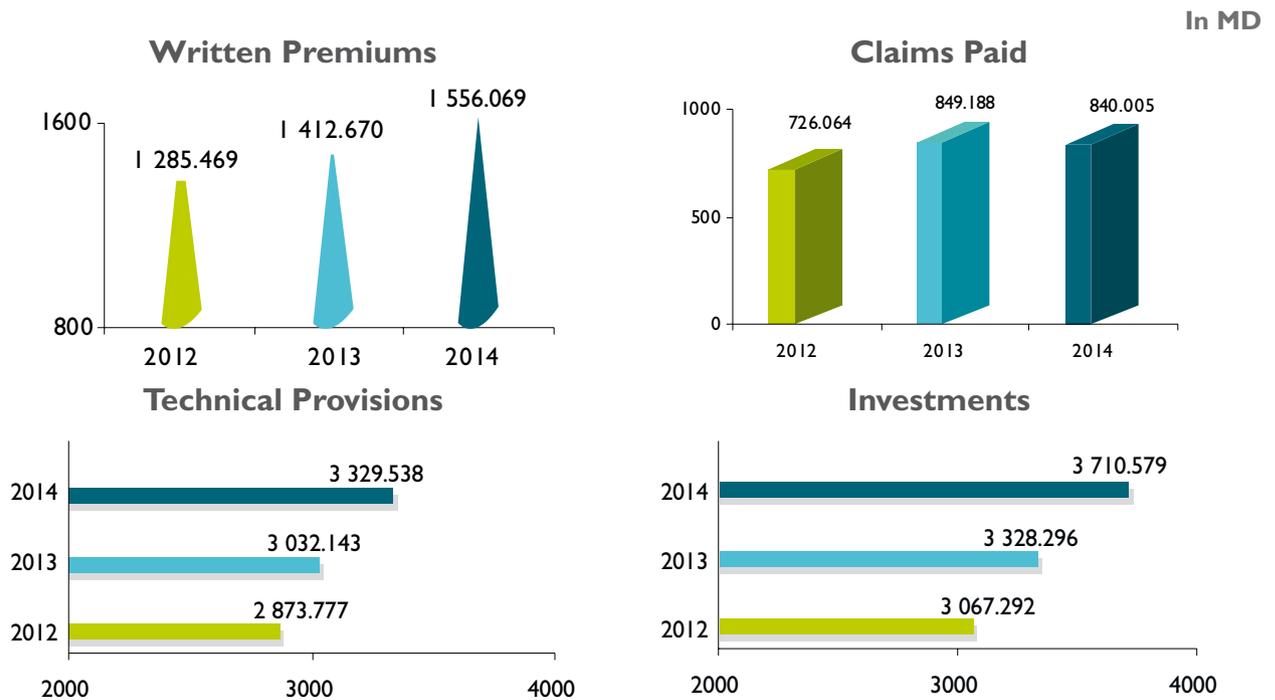
**COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE
(NONVIE & VIE EN 2014)**

	AUTO	GRUPE	R T D	INCENDIE	TRANSPORT	CREDIT	R-AGRIC	ACC-TRAV	ACCEPTATION	TOTAL NONVIE	VIE	TOTAL (N-VIE & VIE)
1 primes acquises	690 639 612	217 267 925	140 951 511	106 073 755	72 254 890	11 574 378	7 181 420	0	16 278 435	1 262 221 926	270 193 555	1 532 415 481
2 primes émises	706 943 439	217 755 483	146 746 191	106 871 133	72 427 777	11 551 570	7 526 176	0	1 605 329	1 285 875 398	270 193 555	1 556 068 953
3 variation des provisions pour primes non acquises	-16 303 827	-487 558	-5 794 680	-797 378	-172 887	22 808	-344 756	0	224 906	-23 653 472	0	-23 653 472
4 charges de prestations	-532 250 084	-196 188 297	-43 241 415	-38 866 849	-22 877 054	-6 434 499	-5 009 708	-1 870 947	-7 944 105	-854 682 958	-224 652 868	-1 079 335 826
5 prestation et frais payés	-458 447 549	-192 634 460	-32 326 161	-58 432 401	-10 245 292	-3872 873	-5 808 246	-3 094 547	-8 625 712	-773 487 041	-66 517 472	-840 004 513
6 variation de provision pour prestation diverses	-79 909 747	-2 158 705	-9831 629	12 277 540	-1 2253 614	241 417	1 063 903	139 252	863 793	-90 050 624	-155 266 554	-245 317 178
7 provisions pour égalisation et équilibrage	-35 261	-194 584	0	4 047 006	0	-498 813	-236 150	0	0	3 082 198	-1 085 442	1 996 756
8 autres charges techniques	6 142 473	-1 200 548	-1 083 625	3 241 006	-378 148	-1 821 596	-29 215	1 084 348	-182 186	5 772 509	-1 783 400	3 989 109
9 solde de souscription	158 389 528	21 079 628	97 110 096	67 206 906	49 377 836	5 139 879	2 171 712	-1 870 947	8 334 330	407 538 968	45 540 687	453 079 655
10 frais d'acquisition	-83 749 210	-13 183 825	-16 803 502	-17 130 376	-7 990 471	-1231 693	-1 275 172	-12 298	-927 215	-142 303 762	-45 326 458	-187 630 220
11 autres charges de gestion nettes	-96 983 592	-20 897 060	-14 306 403	-12 233 045	-4 630 661	-952 756	-1 351 969	-259 088	-933 910	-152 548 484	-18 635 049	-171 183 533
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-180 732 802	-34 080 885	-31 109 905	-29 363 421	-12 621 132	-2184 449	-2 627 141	-271 386	-1 861 125	-294 852 246	-63 961 507	-358 813 753
13 produits nettes des placements	70 164 065	4 517 206	9 872 437	7 474 573	3 268 560	859 020	416 587	1 492 900	525 126	98 590 474	43 884 842	142 475 316
14 participation aux résultats	-1 122 024	-2 530 479	-1 730 661	-1 258 891	-288 331	-262 437	-136 230	0	-9 842	-7 338 895	-2 025 894	-9 364 789
15 solde financier	69 042 041	1 986 727	8 141 776	6 215 682	2 980 229	596 583	280 357	1 492 900	515 284	91 251 579	41 858 948	133 110 527
16 part réassureurs dans les primes acquises	-74 656 867	-5 788 182	-89 092 782	-82 111 638	-52 432 032	-7906 173	-4 789 974	8 454	-695 183	-317 464 377	-29 434 106	-346 898 483
17 part réassureurs dans la prestation et frais payés	25 774 182	1 430 538	16 696 412	47 270 259	8 023 796	2658 994	3 093 334	33 387	328 000	105 308 902	6 823 340	112 132 242
18 part réassureurs dans les charges de provision	16 531 346	121 990	-1 002 663	-17 021 328	10 045 015	-24 638	-307 728	-27 071	23 595	8 338 518	1 3147 134	21 485 652
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	0	637 753	724 438	811 709	812 133	153 787	0	0	0	3 139 820	1 204 085	4 343 905
20 commissions réçues des réassureurs	16 312 662	527 031	11 915 260	21 090 587	7 433 518	2122 085	881 828	0	162 675	60 445 646	1 1445 462	71 891 108
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-114 929	-17 177	3 688 061	-179 355	-15 704	0	0	0	0	3 360 896	662 759	4 023 655
22 solde de réassurance	-16 153 606	-3 088 047	-57 071 274	-30 139 766	-26 133 274	-2 995 945	-1 122 540	14 770	-180 913	-136 870 595	3 848 674	-133 021 921
23 résultat technique	30 545 161	-14 102 577	17 670 693	13 919 401	13 603 659	556 068	-1 297 612	-634 663	6 807 576	67 067 706	27 286 802	94 354 508



TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2014

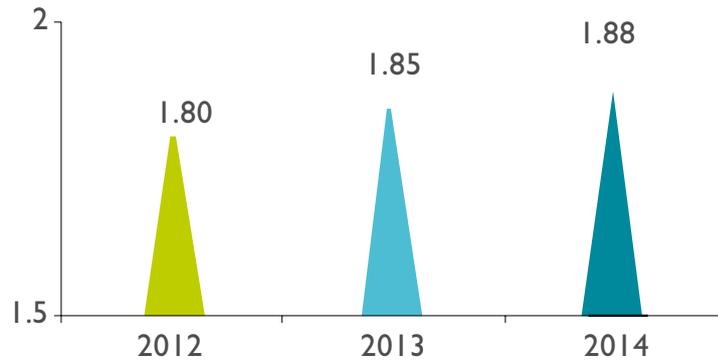
KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR



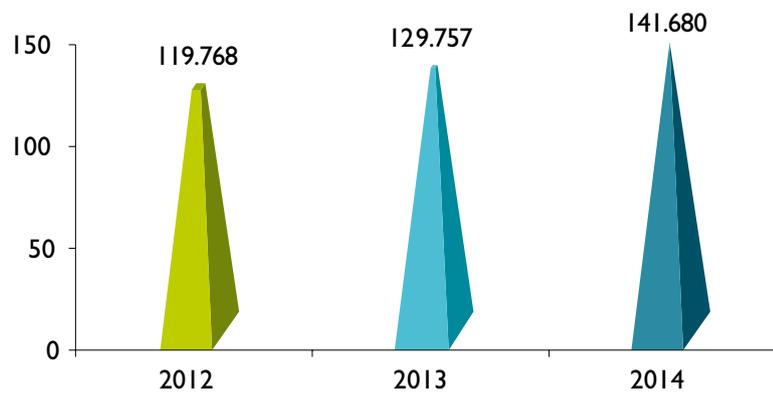
In TD

	2013	2014	Ev. 14/13 en %
Written Premiums (Direct Business)	1 397 596 887	1 540 015 324	10,19
Acceptances	15 073 268	16 053 629	6,50
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	1 412 670 155	1 556 068 953	10,15
Claims Paid (Direct Business)	838 908 182	831 378 801	-0,90
Claims Paid (Acceptances)	10 279 756	8 625 712	-16,09
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	849 187 947	840 004 513	-1,08
Management Expenses (Direct Business)	300 176 107	356 952 628	18,91
Management Expenses (Acceptances)	3 321 401	1 861 125	-43,97
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	303 497 508	358 813 753	18,23
Technical Provisions	3 032 143 022	3 329 538 463	9,81
Cessions and Retrocessions	326 519 322	346 898 483	6,24
Investments	3 328 295 671	3 710 579 388	11,49
Financial Balance	107 521 755	133 110 527	23,80
Reinsurance Balance (cession results)	- 104 360 613	- 133 021 921	27,46
Net Technical Results	87 817 695	94 354 508	7,44
Balance Sheet Results	82 495 065	106 815 383	29,48

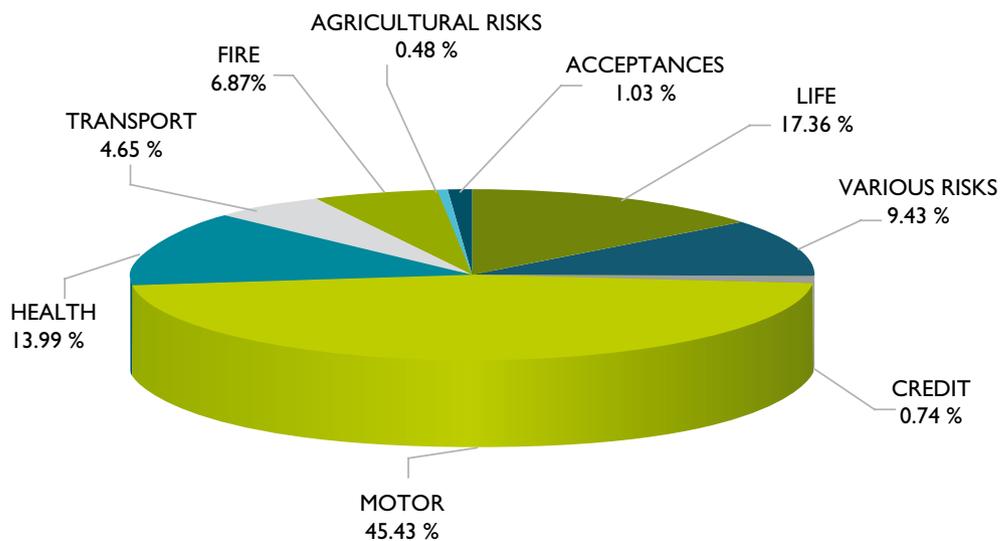
Rate of Penetration in %



Premiums per capita in TD



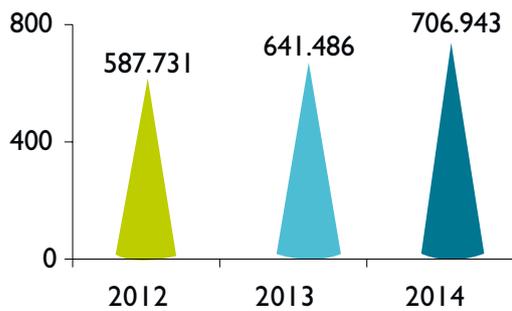
Structure of the portfolio of the market by branch in %



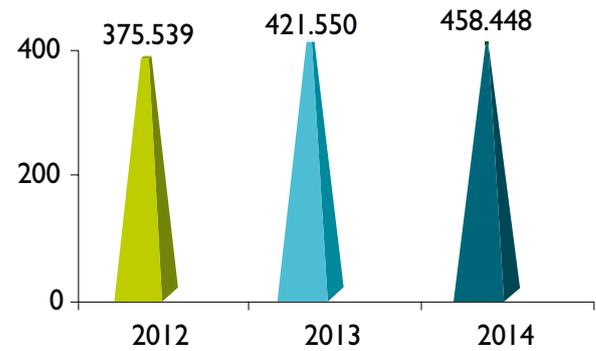
Motor Insurance

In MD

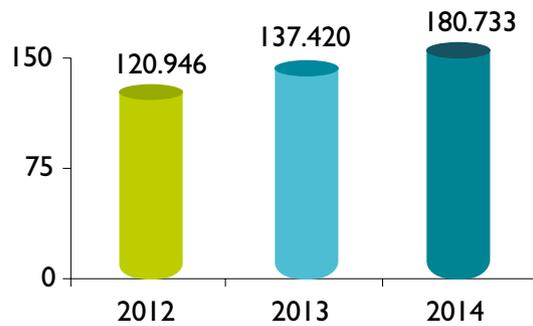
Written Premiums



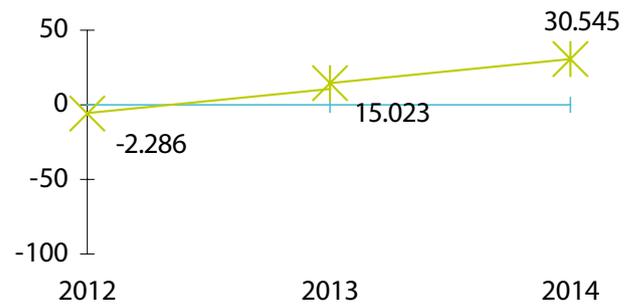
Claims Paid



Management expenses



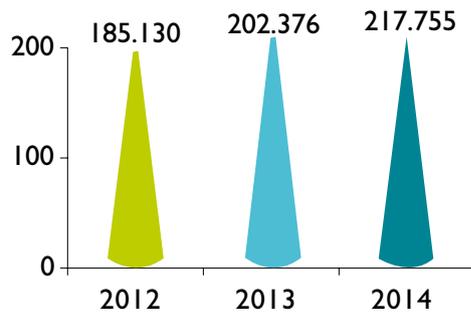
Technical Results



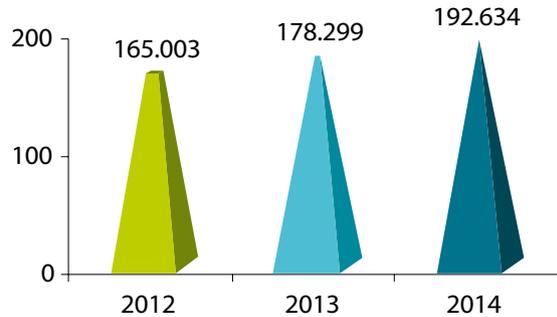
Health Insurance

In MD

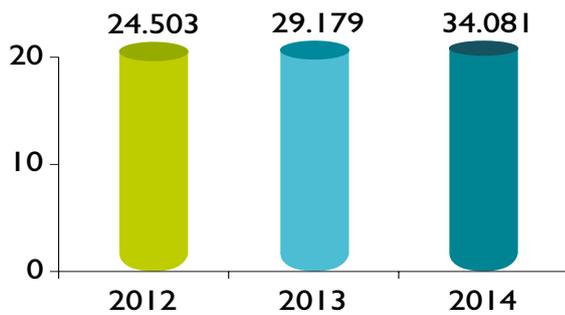
Written Premiums



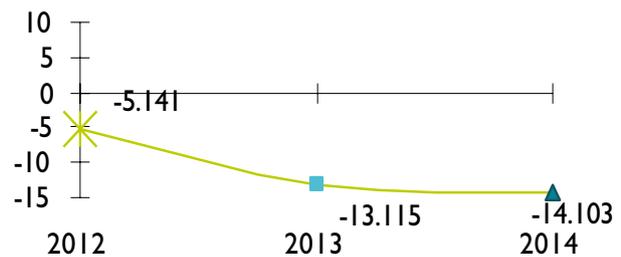
Claims Paid



Management expenses



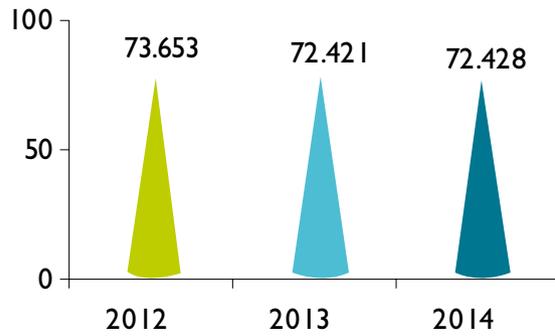
Technical Results



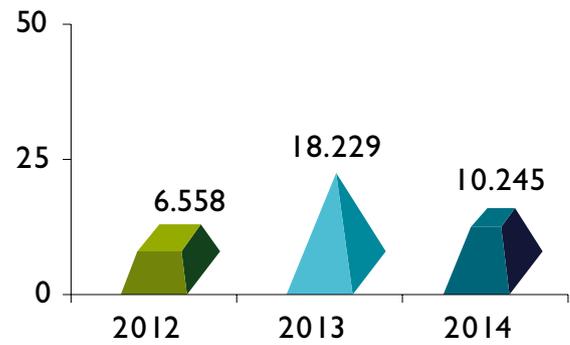
Transport Insurance

In MD

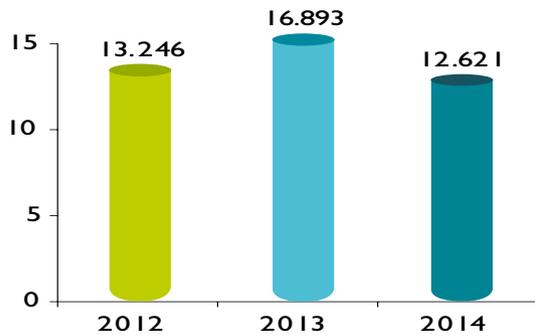
Written Premiums



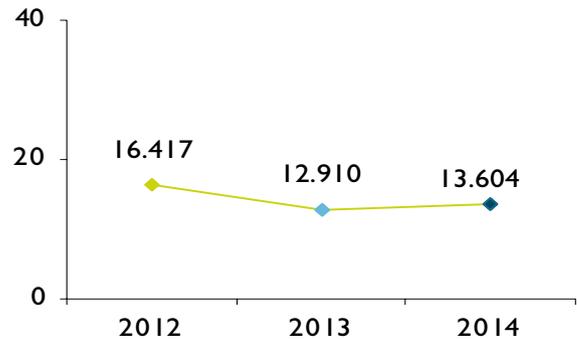
Claims Paid



Management expenses



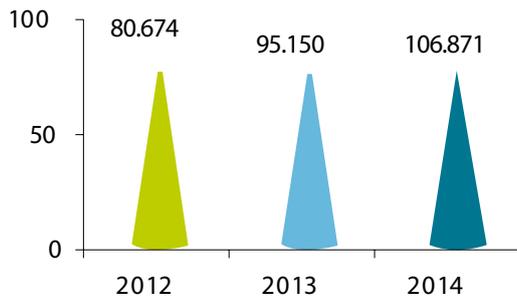
Technical Results



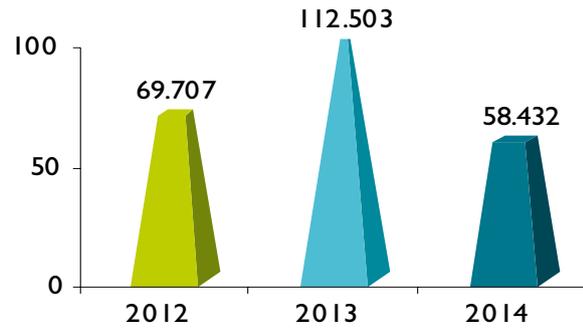
Fire Insurance

In MD

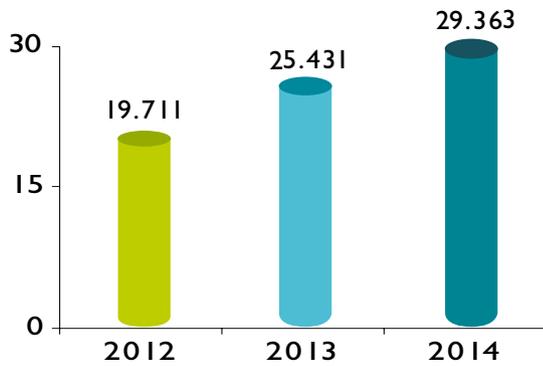
Written Premiums



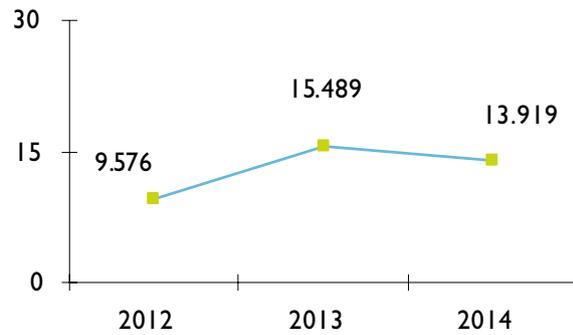
Claims Paid



Management expenses



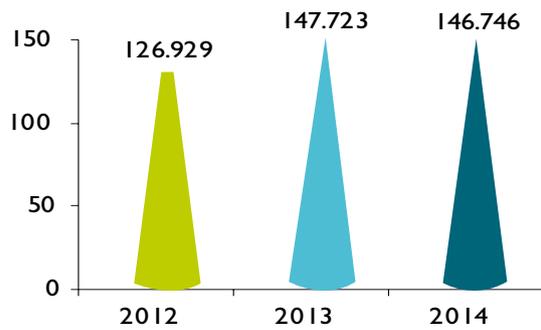
Technical Results



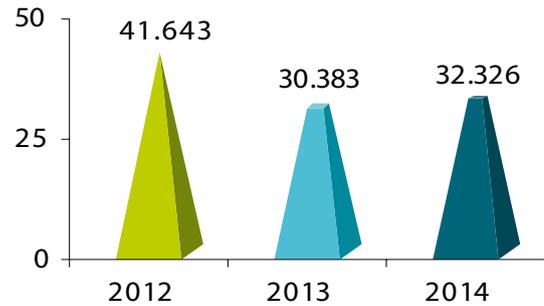
Various & Technical Risks Insurance

In MD

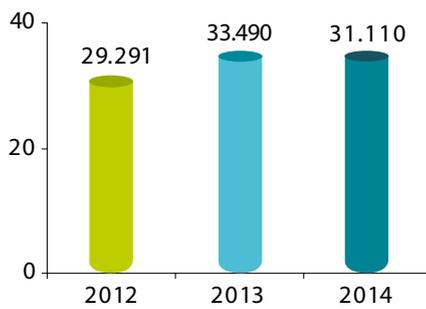
Written Premiums



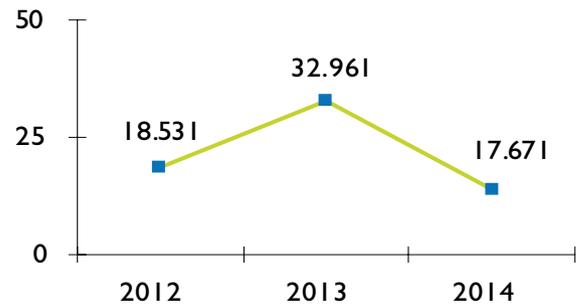
Claims Paid



Management expenses



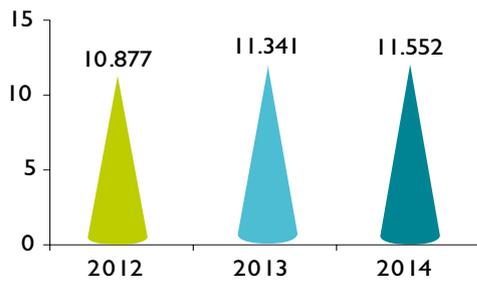
Technical Results



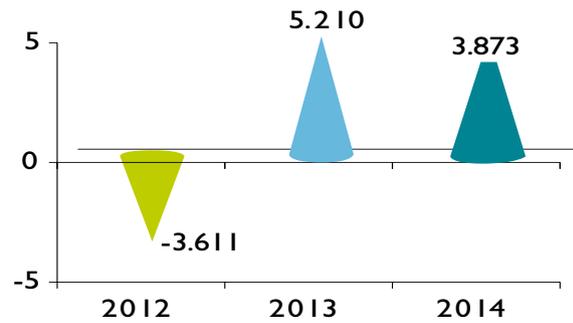
Credit Insurance

In MD

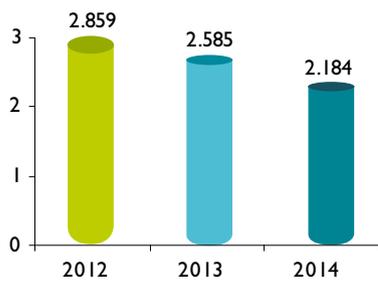
Written Premiums



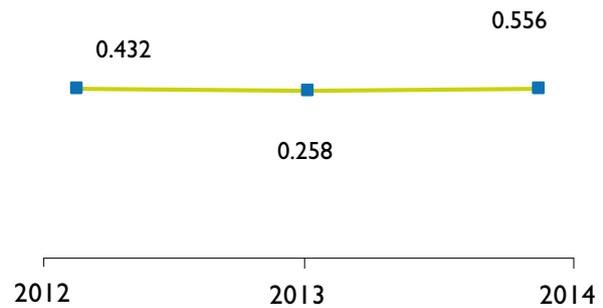
Claims Paid



Management expenses



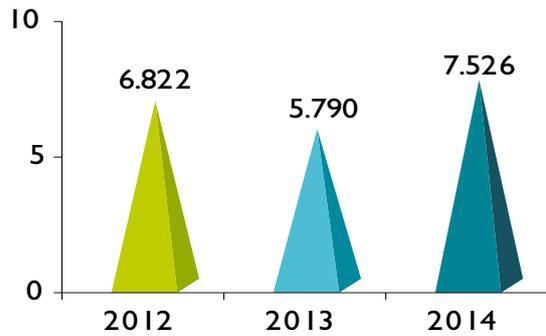
Technical Results



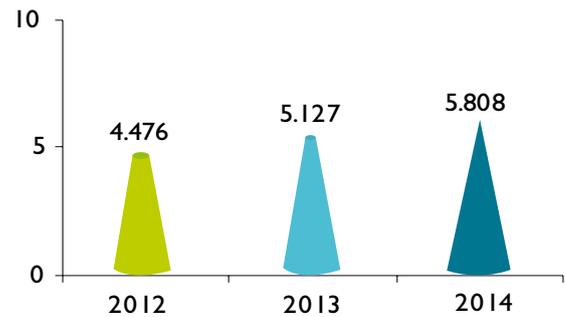
Agricultural Insurance

In MD

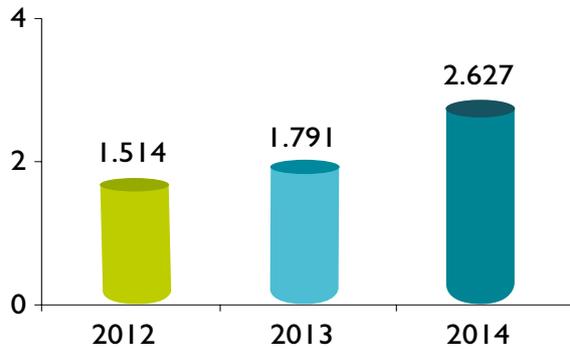
Written Premiums



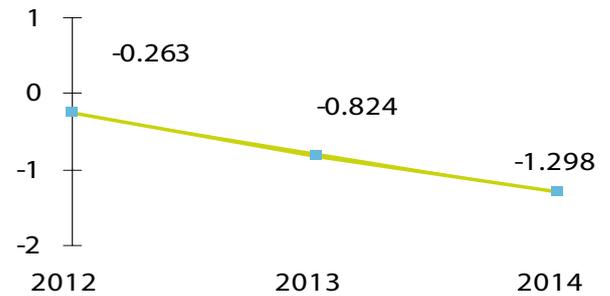
Claims Paid



Management expenses



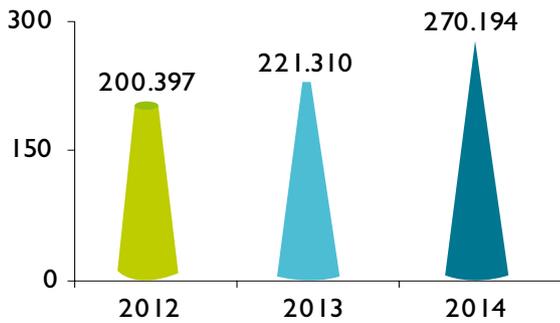
Technical Results



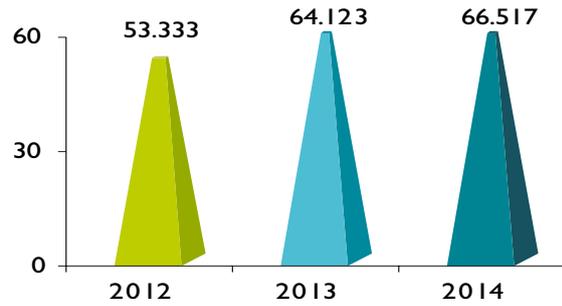
Life Insurance

In MD

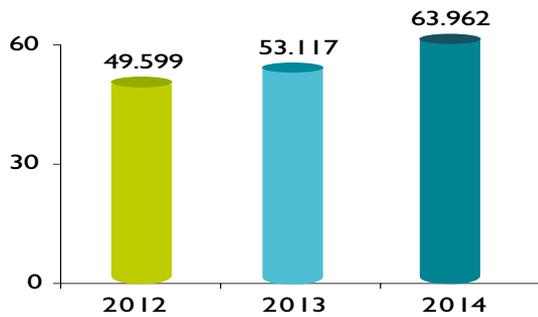
Written Premiums



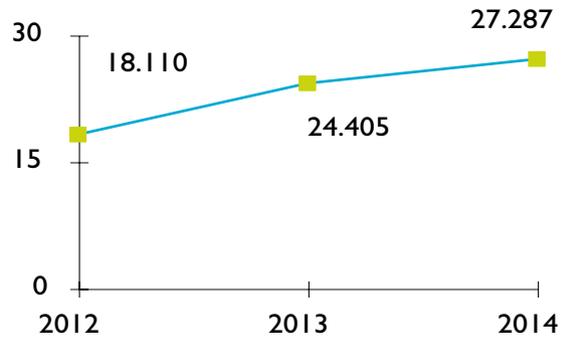
Claims Paid



Management expenses



Technical Results



MARKET TURNOVER BY BRANCH & BY INSURANCE COMPANY
(Direct Business & Acceptances) 2014

EN DT

	Motor Insurance	Health Insurance	Various & Technical Risks Insurance	Fire Insurance	Transport Insurance	Credit Insurance	Agricultural Insurance	Workers Compensation Insurance	Life Insurance	TOTAL (Direct Business)	ACCEPTANCES	TOTAL (Direct Business & Acceptances)
STAR	153 826 939	74 508 828	19 580 637	15 391 940	12 838 227		380 841		9 536 701	286 062 113	2 145 947	288 208 060
COMAR	84 608 564	13 718 356	16 646 389	16 708 535	8 695 381	713 561	949 847		3 933 366	145 973 999	11 498 766	157 472 765
GAT	65 541 399	23 609 125	11 653 970	14 075 434	11 122 112		534 863		5 776 403	132 313 306	612 738	132 926 044
AMI	109 056 981	5 444 648	2 007 273	1 269 829	1 845 272				4 261 333	123 885 336		123 885 336
MAGHREBIA	40 566 527	32 035 909	23 480 075	19 949 012	4 381 965					120 413 488		120 413 488
ASTREE	39 685 107	21 055 410	8 725 390	12 323 428	9 338 991	850 130	1 965 565		23 622 820	117 566 841	351 220	117 918 061
MAE	75 095 817	1 290 403	4 096 052	188 280	1 048 075				3 878 461	85 597 088		85 597 088
CARTE	24 249 439	10 566 196	31 072 871	6 518 312	8 632 158	346 239				81 385 215	354 044	81 739 259
G. CTAMA	31 421 957	7 128 602	7 908 403	2 227 099	1 398 129		3 432 222		20 040 687	73 557 099		73 557 099
LLOYD	36 780 984	6 475 379	9 659 627	5 111 071	3 281 394		262 838		7 724 976	69 296 269	548 163	69 844 432
ASS.BIAT	17 625 964	12 382 001	6 929 539	7 412 606	5 920 426	6 222			19 131 899	69 408 657		69 408 657
SALIM	11 401 061	8 454 816	3 573 538	3 218 200	2 591 429				20 344 074	49 583 118	542 751	50 125 869
ATTIARIASS									40 419 234	40 419 234		40 419 234
MAGHREBIA -VIE									39 390 071	39 390 071		39 390 071
HAYETT									30 556 834	30 556 834		30 556 834
CARTE-VIE									28 075 685	28 075 685		28 075 685
ZITOUNA.TAK	10 095 133	990 583	1 058 115	1 661 322	971 347				4 527 535	19 304 035		19 304 035
COTUNAGE										9 635 418		9 635 418
GATVIE									7 798 944	7 798 944		7 798 944
EL.AMANA.TAK	3 510 140		66 807	640 335	216 227				857 291	5 290 800		5 290 800
AFTAKAFULIA	3 477 427	97 227	287 505	175 730	146 644				317 241	4 501 774		4 501 774
TOTAL	706 943 439	217 755 483	146 746 191	106 871 133	72 427 777	11 551 570	7 526 176	0 000	270 193 555	1 540 015 324	16 053 629	1 556 068 953

CLAIMS PAID BY BRANCH & BY INSURANCE COMPANY
(Direct Business & Acceptances) 2014

EN DT

	Motor Insurance	Health Insurance	Various & Technical Risks Insurance	Fire Insurance	Transport Insurance	Credit Insurance	Agricultural Insurance	Workers Compensation Insurance	Life Insurance	TOTAL (Direct Business)	ACCEPTANCES	TOTAL (Direct Business & Acceptances)
STAR	98 924 583	64 702 981	8 679 405	13 410 765	2 106 877		375 466	1 381 105	2 549 905	192 133 087	869 039	193 002 126
COMAR	53 239 005	12 497 407	3 359 953	16 854 944	1 626 758	- 433 850	804 445	477 134	1 217 819	89 643 615	6 239 967	95 883 582
GAT	45 864 848	21 003 760	2 415 923	9 362 491	1 807 543		490 744	321 645	1 919 657	83 186 611	776 889	83 963 500
AMI	73 835 294	5 212 170	1 69 502	386 967	1 54 654				1 522 616	81 281 203		81 281 203
ASTREE	22 194 655	19 575 728	1 085 274	4 201 709	646 950	34 986	437 636	88 703	6 252 303	54 517 944	606 759	55 124 703
CARTE	17 209 607	8 762 756	4 071 904	3 388 635	207 059	3 317		329 536		33 972 814	27 422	34 000 236
MAGHREBIA	21 565 402	27 744 169	5 074 132	3 600 535	682 730			76 311		58 743 279		58 743 279
MAE	47 335 011	618 538	115 611	14 902	3 994				1 167 068	49 255 124		49 255 124
ASS.BI/AT	12 734 883	10 109 170	3 114 410	1 626 380	1 129 884	0 218			5 503 003	34 217 948		34 217 948
LLOYD	32 358 218	6 337 932	2 624 122	4 145 431	847 978		22 400	105 657	1 134 836	47 576 574	2 786	47 579 360
SALIM	7 491 947	5 800 198	888 557	296 657	51 992				4 187 853	18 717 204	102 850	18 820 054
ZITOUNA, TAK	1 443 944	985 765	70 594	405 687	200 234				70 722	3 176 946		3 176 946
G/CTAMA	23 674 531	9 222 671	650 791	690 795	772 532		3 677 555	314 456	3 306 946	42 310 277		42 310 277
CARTE- VIE									7 421 092	7 421 092		7 421 092
MAGHREBIA -VIE									12 200 297	12 200 297		12 200 297
HAYETT									13 143 120	13 143 120		13 143 120
COTUNACE						4 268 002				4 268 002		4 268 002
GAT VIE									2 718 425	2 718 425		2 718 425
ATTIJARI.ASS									2 195 340	2 195 340		2 195 340
At-TAKAFULIA	329 107	61 215	3 987	20 193					6 470	420 972		420 972
ELAMANA	244 514		1 996	26 310	6 107					278 927		278 927
TOTAL	458 447 549	192 634 460	32 326 161	58 432 401	10 245 292	3 872 673	5 808 246	3 094 547	66 517 472	831 378 801	8 625 712	840 004 513

OPERATING STATEMENT OF 2014 BY BRANCH
(Direct Business & Acceptances)

	Motor Insurance	Health Insurance	Various & Technical Risks Insurance	Fire Insurance	Transport Insurance	Credit Insurance	Agricultural Insurance	Workers Compensation Insurance	Life Insurance	TOTAL (Direct Business)	Acceptances	TOTAL (Direct Business & Acceptances)
Earned premiums	690 639 612	217 267 925	1 409 951 511	106 073 755	72 254 890	11 574 378	7 181 420	0	270 193 555	1 516 137 046	16 278 435	1 532 415 481
Written premiums	706 943 439	217 755 483	1 467 746 191	106 871 133	72 427 777	11 551 570	7 526 176	0	270 193 555	1 540 015 324	16 053 629	1 556 068 953
Variation of provisions for unearned premiums	-16 303 827	-487 558	-5 794 680	-797 378	-172 887	22 808	-344 756	0	0	-23 878 278	224 806	-23 653 472
Services expenses	-532 250 084	-196 188 297	-43 241 415	-38 866 849	-22 877 054	-6 434 499	-5 009 708	-1 870 947	-224 652 868	-1 071 391 721	-7 944 105	-1 079 335 826
Paid services	-458 447 549	-192 634 460	-32 326 161	-58 432 401	-10 245 292	-3 872 673	-5 808 246	-3 094 547	-66 517 472	-831 378 801	-8 625 712	-840 004 513
Variation of provisions for various services	-79 909 747	-2 158 705	-9 831 629	12 277 540	-12 253 614	-241 417	1 063 903	139 252	-155 266 554	-246 180 971	863 793	-245 317 178
Provisions for levelling and balancing	-35 261	-194 584	0	4 047 006	0	-498 813	-236 150	0	-1 085 442	1 996 756	0	1 996 756
Other technical expenses	6 142 473	-1 200 548	-1 083 625	3 241 006	-378 148	-182 156	-29 215	1 084 348	-1 783 400	4 171 295	-182 186	3 989 109
Subscription balance	158 389 528	21 079 628	97 710 096	67 206 906	49 377 836	5 139 879	2 171 712	-1 870 947	45 540 687	444 745 325	8 334 330	453 079 655
Acquisition expenses	-83 749 210	-13 183 825	-16 803 502	-17 130 376	-7 990 471	-1 231 693	-1 275 172	-12 298	-45 326 458	-186 703 005	-977 215	-187 630 220
Other net management expenses	-96 983 592	-20 897 060	-14 306 403	-12 233 045	-4 630 661	-952 756	-1 351 969	-259 088	-18 635 049	-170 249 623	-933 910	-171 183 533
Net acquisition and management expenses	-180 732 802	-34 080 885	-31 109 905	-29 363 421	-12 621 132	-2 184 449	-2 627 141	-271 386	-63 961 507	-356 952 628	-1 861 125	-358 813 753
Net allocated investment income	70 164 065	4 517 206	9 872 437	7 474 573	3 268 560	859 020	416 587	1 492 900	43 884 842	141 950 190	525 126	142 475 316
Participation in results	-1 122 024	-2 530 479	-1 730 661	-1 258 891	-288 331	-262 437	-136 230	0	-2 025 894	-9 354 947	-9 842	-9 364 789
Financial balance	69 042 041	1 986 727	8 141 776	6 215 682	2 980 229	596 583	280 357	1 492 900	41 858 948	132 595 243	515 284	133 110 527
Reinsurers' share on the earned premiums	-74 656 867	-5 788 182	-89 092 782	-82 111 638	-52 432 032	-7 906 173	-4 789 974	8 454	-29 434 106	-346 203 300	-695 183	-346 898 483
Reinsurers' share on paid services	25 774 182	1 430 538	16 696 412	47 270 259	8 023 796	2 658 994	3 093 334	33 387	6 823 340	111 804 242	328 000	112 132 242
Reinsurers' share on the provision expenses	16 531 346	121 990	-1 002 663	-17 021 328	10 045 015	-24 638	-307 728	-27 071	13 147 134	21 462 057	23 595	21 485 652
Reinsurers' share on the provision for the participation in profits and refunds	0	637 753	724 438	811 709	812 133	153 787	0	0	1 204 085	4 343 905	0	4 343 905
Commissions received from reinsurers	16 312 662	527 031	11 915 260	21 090 587	7 433 518	2 122 085	881 828	0	11 445 462	71 728 433	162 675	71 891 108
Other elements of debit or credit charged to reinsurers	-114 929	-17 177	3 688 061	-179 355	-15 704	0	0	0	662 759	4 023 655	0	4 023 655
Reinsurance balance	-16 153 606	-3 088 047	-57 071 274	-30 139 766	-26 133 274	-2 995 945	-1 122 540	14 770	3 848 674	-132 841 008	-180 913	-133 021 921
Technical results	30 545 161	-14 102 577	17 670 693	13 919 401	13 603 659	556 068	-1 297 612	-634 663	27 286 802	87 546 932	6 807 576	94 354 508

OPERATING STATEMENT OF 2014 BY BRANCH
(Non-Life & Life)

	Motor Insurance	Health Insurance	Various & Technical Risks Insurance	Fire Insurance	Transport Insurance	Credit Insurance	Agricultural Insurance	Workers Compensation Insurance	Acceptances	TOTAL (NON LIFE)	Life Insurance	TOTAL (Non-Life & Life)
1 Earned premiums	690 639 612	217 267 925	140 951 511	106 073 755	72 254 890	11 574 378	7 181 420	0	16 278 435	1 262 221 926	270 193 555	1 532 415 481
2 Written premiums	706 943 439	217 755 483	146 746 191	106 871 133	72 427 777	11 551 570	7 526 176	0	1 6053 629	1 285 875 398	270 193 555	1 556 068 953
3 Variation of provisions for unearned premiums	-16 303 827	-487 558	-5 794 680	-797 378	-172 887	22 808	-344 756	0	224 806	-23 653 472	0	-23 653 472
4 Services expenses	-532 250 084	-196 188 297	-43 241 415	-38 866 849	-22 877 054	-6 434 499	-5 009 708	-1 870 947	-7 944 105	-854 682 958	-224 652 868	-1 079 335 826
5 Paid services	-458 447 549	-192 634 460	-32 326 161	-58 432 401	-10 245 292	-3 872 673	-5 808 246	-3 094 547	-8 625 712	-773 487 041	-66 517 472	-840 004 513
6 Variation of provisions for various services	-79 909 747	-2 158 705	-9 831 629	12 277 540	-12 253 614	-241 417	1 063 903	139 252	863 793	-90 050 624	-1 552 665 554	-245 317 178
7 Provisions for levelling and balancing	-35 261	-194 584	0	4 047 006	0	-498 813	-236 150	0	0	3 082 198	-1 085 442	1 996 756
8 Other technical expenses	6 142 473	-1 200 548	-1 083 625	3 241 006	-378 148	-1 821 596	-29 215	1 084 348	-182 186	5 772 509	-1 783 400	3 989 109
9 Subscription balance	158 389 528	21 079 628	97 710 096	67 206 906	49 377 836	5 139 879	2 171 712	-1 870 947	8 334 330	407 538 968	45 540 687	453 079 655
10 Acquisition expenses	-83 749 210	-13 183 825	-16 803 502	-17 130 376	-7 990 471	-1 231 693	-1 275 172	-12 298	-927 215	-142 303 762	-45 326 458	-187 630 220
11 Other net management expenses	-96 983 592	-20 897 060	-14 306 403	-12 233 045	-4 630 661	-952 756	-1 351 969	-259 088	-933 910	-152 548 484	-18 635 049	-171 183 533
12 Net acquisition and management expenses	-180 732 802	-34 080 885	-31 109 905	-29 363 421	-12 621 132	-2 184 449	-2 627 141	-271 386	-1 861 125	-294 852 246	-63 961 507	-358 813 753
13 Net allocated investment income	70 164 065	4 517 206	9 872 437	7 474 573	3 268 540	859 020	416 587	1492 900	525 126	98 590 474	43 884 842	142 475 316
14 Participation in results	-1 122 024	-2 530 479	-1 730 661	-1 258 891	-288 331	-262 437	-136 230	0	-9 842	-7 338 895	-2 025 894	-9 364 789
15 Financial balance	69 042 041	1 986 727	8 141 776	6 215 682	2 980 229	596 583	280 357	1 492 900	515 284	91 251 579	41 858 948	133 110 527
16 Reinsurers' share on the earned premiums	-74 656 867	-5 788 182	-89 092 782	-82 111 638	-52 432 032	-7 906 173	-4 789 974	8 454	-695 183	-317 464 377	-29 434 106	-346 898 483
17 Reinsurers' share on paid services	25 774 182	1 430 538	16 696 412	47 270 259	8 023 796	2 658 994	3 093 334	33 387	328 000	105 308 902	6 823 340	112 132 242
18 Reinsurers' share on the provision expenses	16 531 346	121 990	-1 002 663	-17 021 328	10 045 015	-24 638	-307 728	-27 071	23 595	8 338 518	1 314 7134	21 485 652
19 Reinsurers' share on the provision for the participation in profits and refunds	0	637 753	724 438	811 709	812 133	153 787	0 000	0	0	3 139 820	1 204 085	4 343 905
20 Commissions received from reinsurers	16 312 662	527 031	11 915 260	21 090 587	7 433 518	2 122 085	881 828	0	162 675	60 445 646	11 445 462	71 891 108
21 Other elements of debit or credit charged to reinsurers	-114 929	-17 177	3 688 061	-179 355	-15 704	0	0	0	0	3 360 896	662 759	4 023 655
22 Reinsurance balance	-16 153 606	-3 088 047	-57 071 274	-30 139 766	-26 133 274	-2 995 945	-1 122 540	14 770	-180 913	-136 870 595	3 848 674	-133 021 921
23 Technical results	30 545 161	-14 102 577	17 670 693	13 919 401	13 603 659	556 068	-1 297 612	-634 663	6 807 576	67 067 706	27 286 802	94 354 508

Liste des Entreprises d'Assurances



DG : Lamjed **BOUKHRIS**
Adresse : Cité Essanaoubar - Les Berges du Lac II 1053 Tunis
Téléphone : 70.026.001
Fax : 71.268.400
Site Web : www.assurancesami.com



ASSURANCES BIAT

DG : Nejla **MOALLA HARROUCH**
Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac
Téléphone : 71.197.820
Fax : 71.197.810
Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



PDG : Abdelmonem **KOLSI**
Adresse : 45, Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis
Téléphone : 71.792.211
Fax : 71.794.723
Site Web : www.astree.com.tn



DG : Abdellatif **CHAABANE**
Adresse : 13, Rue Borjine, Montplaisir 1073 Tunis
Téléphone : 70.015.151
Fax : 71.901.251
Site Web : www.elamanatakaful.com



تأمينات التكافلية
Assurances At-Takafulia

PDG : **Ali HAMMAMI**
Adresse : 15, Rue El Kods- Le Belvédère. Tunis
Téléphone : 31.331.800
Fax : 71.843.384
Site Web : <http://www.attakafulia.tn>



التجاريب تأمين
Attijari Assurance

DG : **Ali CHRAIBI**
Adresse : 95, Avenue de la liberté, 1002 Tunis
Téléphone : 71.141.400
Fax : 71.141.494
Site Web : www.carte.tn



PDG : **Hassine DOGHRI**
Adresse : Lot BC4 - Centre Urbain Nord/Tunis
Téléphone : 71.184.000
Fax : 71.184.184
Site Web : www.carte.tn



DG : **Afifa BOUGHZOU**
Adresse : Immeuble CARTE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 71 184 160
Fax : 71 184 170
Site Web : www.carte.tn



كومار
COMAR

C'est plus Sérieux

DG : **Hakim BENYEDDER**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.comar.com.tn

L' ASSURANCE
TUNISIENNE
en 2014



PDG : Souheïla **CHABCHOUB**
Adresse : Rue 8006 Montplaisir 1002 Tunis
Téléphone : 71.908.600
Fax : 71.909.439
Site Web : www.cotunace.com.tn



PDG : Mohamed **DKHILI**
Adresse : 92-94, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 71.843.900
Fax : 71.783.607
Site Web : www.gat.com.tn



PDG : Mohamed **DKHILI**
Adresse : 92-94, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 31 350 000
Fax : 71 783 607
Site Web : www.gat.com.tn



DG : Mansour **NASRI**
Adresse : 6, Av. Habib THAMEUR 1069 Tunis
Téléphone : 71.340.933
Fax : 71.332.276
Site Web : www.ctamamga.com



DG : **Hakim BENYEDDER**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.hayett.com.tn



PDG : **Taieb BAYAHI**
Adresse : Im. LLOYD, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71 962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



D.G : **Lotfi BEZZARGA**
Adresse : 13, Rue de Belgique 1055 Tunis
Téléphone : 71.322.333
Fax : 71.324.147
Site Web : www.mae.com.tn



DG : **Habib BEN HASSINE**
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 71.788.800
Fax : 71.788.334
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : **Habib BEN HASSINE**
Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudite - 1002 Tunis
Téléphone : 71.840.488
Fax : 71.843.993
Site Web : www.maghreb.com.tn

L' ASSURANCE
TUNISIENNE
en 2014



DG : Dalila **BADR KOUBAA**
Adresse : Immeuble Assurances SALIM, 5 Centre Urbain Nord 1003 Tunis, Tunisie
Téléphone : 71.948.700
Fax : 71.948.364
Site Web : www.salim-ins.com



PDG : Lassaad **ZARROUK**
Adresse : Square Avenue de Paris 1080 Tunis
Téléphone : 71.340.866
Fax : 71.340.835
Site Web : www.star.com.tn



PDG : Lamia **BEN MAHMOUD**
Adresse : Avenue du Japon - Montplaisir -BP29 1073 TUNIS
Téléphone : 71.904.911
Fax : 71.904.930
Site Web : www.tunisre.com.tn



DG : Makrem **BEN SASSI**
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse 1053 Lac II
Téléphone : 71.198 080
Fax : 71.198.053
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn

Réalisation - Impression

SIMPACT

Tél.: 216 71 236 111

Rapport Annuel 2014

SIMPACT



الجامعة التونسية لشركات التأمين: 9 مكرر نهج دلهي الجديدة 1002 تونس البليدار

الهاتف: 71 905 590 - الفاكس: 71 908 422

9 Bis Rue de la Nouvelle Delhi - 1002 Tunis-Belvédère

Tél.: 71 905 590 - Fax : 71 908 422 - E.mail : ftusa@planet.tn

Site web : WWW.ftusanet.org